

# Provence-Alpes-Côte d'Azur

## BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIÈRE CONSTRUCTION



Edition du 12-07-2024

# VISION D'ENSEMBLE

## Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1
Autorisations logements	25 200 logts	-22,0% ▼
Mises en chantier logements	21 000 logts	-23,9% ▼
Mise en ventes de logements	5 790 logts	-37,5% ▼
Réservations de logements	6 400 logts	-33,5% ▼
Autorisations locaux	2 112 mill. m <sup>2</sup>	-19,1% ▼
Mises en chantier locaux	1 171 mill. m <sup>2</sup>	-26,6% ▼
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		+1,3% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+1,1% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+1,1% ▲
BPE	3 147 840 m <sup>3</sup>	-6,6% ▼
Granulats	18 860 kt	-9,8% ▼
Nombre Appels Offre publiés	4 780 AO	+0,9% ►
Montant Appels Offre publiés	7,5 Md€	+8,2% ▲
Salariés	121 968 sal.	-2,0% ▼
Intérimaires	12 455 ETP	-6,3% ▼
Dem. d'emplois	19 977 DEFM	-3,7% ▼
Défaillances	1 400 ent.	+36,3% ▲

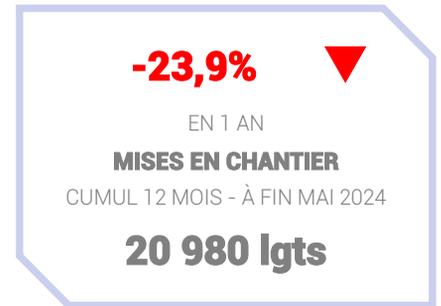
- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin mai 2024
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin mai 2024
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin mars 2024
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2024 comparé au 1er trim. 2023
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2024 comparé au 1er trim. 2023 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 1er trim. 2024 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin avril 2024
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin avril 2024
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin mai 2024
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 1er trim. 2024
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin mars 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 1er trim. 2024
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 1er trim. 2024



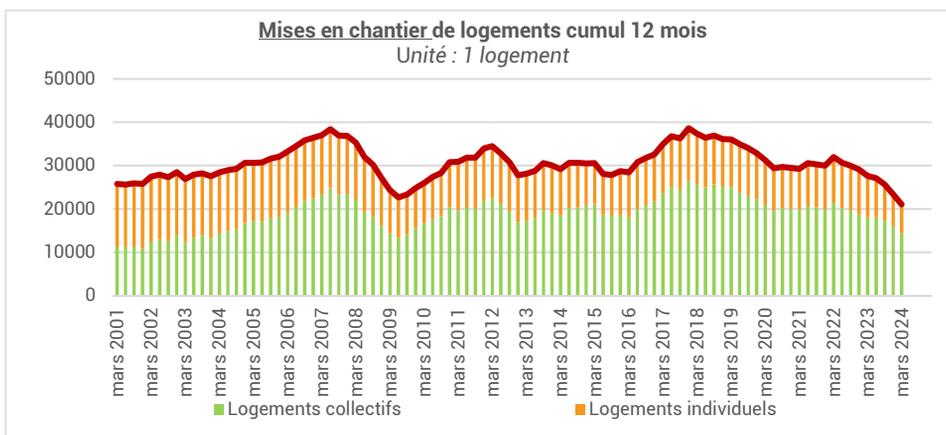
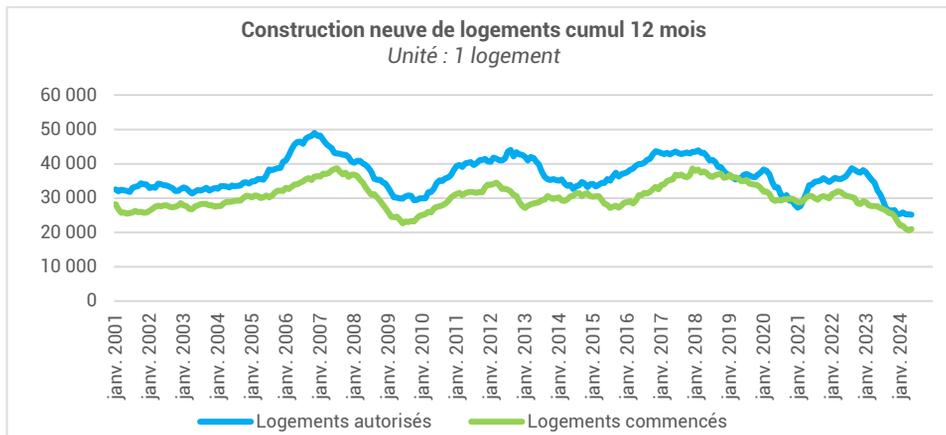
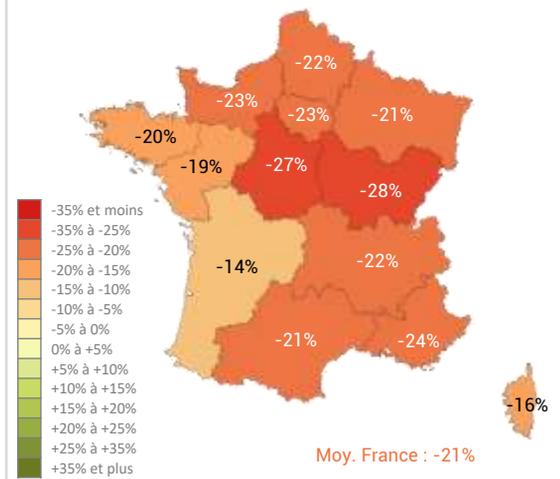


## Construction de logements neufs

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mai 2024 Evol 1 an	
<b>Total logements commencés</b>	20 980 lgts	<b>-23,9%</b> ▼
Dont individuels purs	4 480 lgts	<b>-31,4%</b> ▼
Dont individuels groupés	2 040 lgts	<b>-22,7%</b> ▼
Dont collectifs (y compris résidences)	14 460 lgts	<b>-21,5%</b> ▼
<b>Total logements autorisés</b>	25 200 lgts	<b>-22,0%</b> ▼
Dont individuels purs	4 870 lgts	<b>-24,2%</b> ▼
Dont individuels groupés	2 510 lgts	<b>-21,5%</b> ▼
Dont collectifs (y compris résidences)	17 820 lgts	<b>-21,4%</b> ▼



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin mai 2024  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents

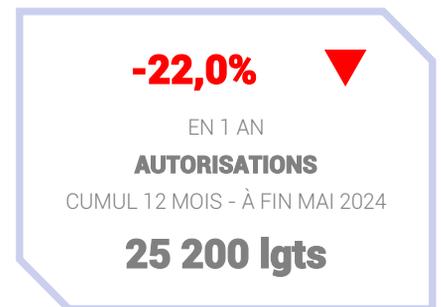


**Avertissement :** Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

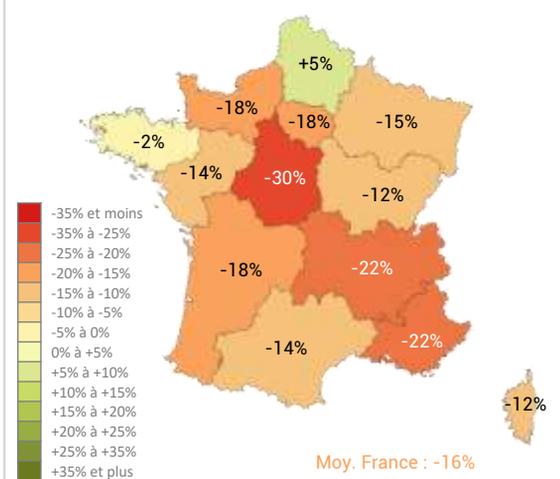
Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

La construction résidentielle neuve continue de s'enfoncer dans la région : sur les douze derniers mois, à fin mai 2024, les mises en chantier de logements se replient encore de -24% et se maintiennent sous les 21 000 unités. Le rythme de recul semble toutefois se modérer sur les trois derniers mois (-16% sur un an), notamment grâce au segment individuel groupé (+2% entre mars et mai 2024 par rapport aux mêmes mois de 2023), même si le bilan depuis le début de l'année reste insuffisant (-25% de chantiers ouverts depuis janvier par rapport à la période janvier-mai 2023).

Les délivrances de permis suivent la même tendance avec un recul enregistré à -22% sur douze mois et à -10% sur trois mois (par rapport aux mêmes mois un an plus tôt). Le segment individuel groupé semble sortir la tête hors de l'eau (+15% entre mars-mai 2023 et mars-mai 2024, pour un bilan au cumul sur le début de l'année à +1%), tout comme le collectif qui s'affiche à +7% depuis le début de l'année.



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin mai 2024  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

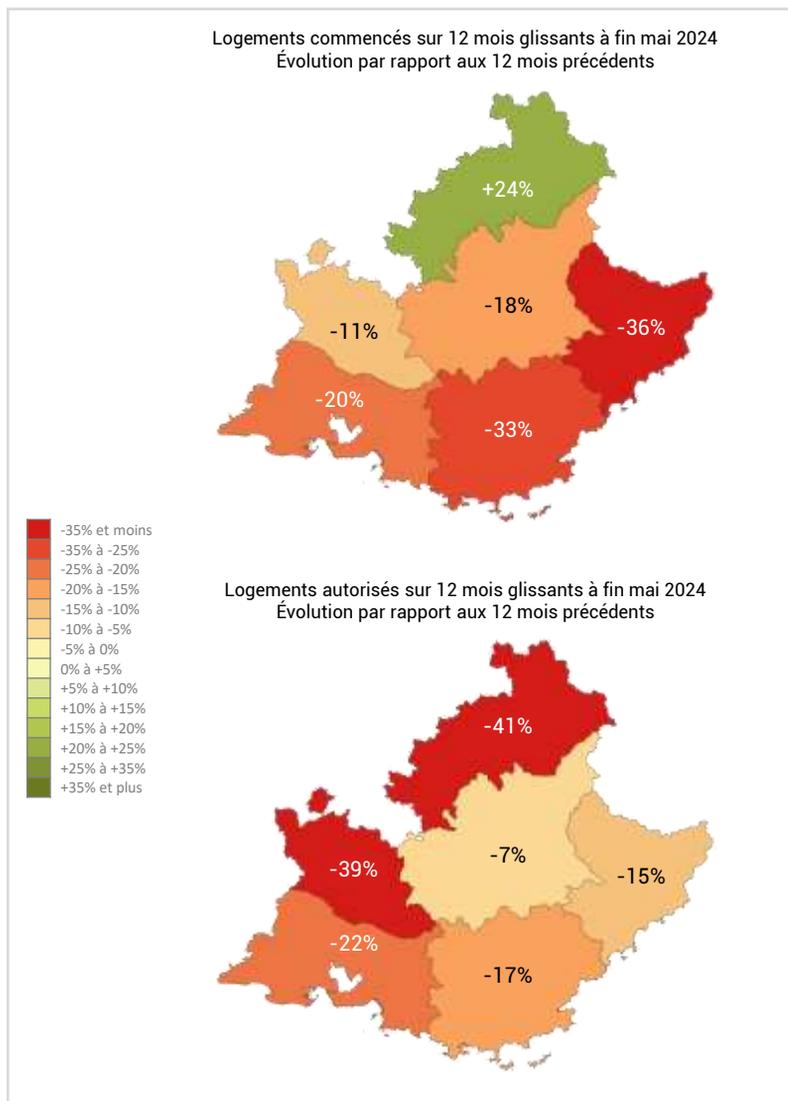
SDES\*, Sit@del2, Estimations

\*Service des données et études statistiques





## Construction de logements neufs



La construction résidentielle neuve a été dynamique en 2023 dans les **Hautes-Alpes** et reste donc dans le vert en vision de long-terme (+24% de logements neufs mis en chantier sur douze mois à fin mai 2024, à des niveaux supérieurs à la moyenne pré-Covid). Le début d'année 2024 s'avère en revanche beaucoup plus compliqué (-32% de chantiers démarrés depuis janvier par rapport à la période janvier-mai 2023) avec un volume sur les 5 premiers mois de l'année à son plus bas depuis le début du suivi statistique en 2000.

Le marché du logement neuf a également été dynamique dans les **Alpes-de-Haute-Provence** entre fin 2022 et début 2023, avec des volumes de logements mis en chantier qui n'avaient plus été mesurés depuis 2012 (1 000 logements neufs ont été commencés en 2022, contre 780 par an en moyenne entre 2013 et 2019). À ce titre, la baisse des mises en chantier enregistrée sur les 12 derniers mois est à mettre en perspective avec cette base particulièrement élevée. Le nombre de logements mis en chantier dans ce département sur les 12 derniers mois (780) reste ainsi conforme au volume moyen enregistré sur les 10 dernières années.

En **Vaucluse** également, la reprise post-Covid a été relativement satisfaisante (plus de 3 500 logements neufs mis en chantier par an en moyenne en 2021-2022), mais la tendance s'est aujourd'hui complètement retournée avec un volume de logements commencés sur les 12 derniers mois (2 770 unités) qui repasse sous ses niveaux moyens de référence (3 300 logements mis en chantier en moyenne par an entre 2012 et 2019).

Dans les départements littoraux, le marché du neuf n'a en revanche jamais vraiment redémarré depuis la crise Covid. De fait, la baisse des mises en chantier enregistrée depuis plus d'un an y est significative, avec des volumes de logements commencés nettement inférieurs à leurs niveaux moyens pré-Covid. La chute s'intensifie même dans les **Alpes-Maritimes** et le **Var** avec des ouvertures de chantier qui s'affichent à -41% sur les trois derniers mois (en un an) et à respectivement -47% et -44% au cumul depuis le début de l'année. En revanche, la tendance semble s'inverser dans les **Bouches-du-Rhône**, où les logements commencés progressent de +2% depuis le début de l'année et même de +131% sur les trois derniers mois.

Du côté des autorisations, elles s'effondrent en glissement annuel sur l'ensemble du territoire et pour tous les segments. Cependant, un léger frémissement semble intervenir en 2024, notamment sur les départements littoraux : alors que, au cumul depuis le début de l'année, les permis délivrés s'affichent à -15% dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, à -40% dans les **Hautes-Alpes** et à -29% en **Vaucluse**, ils se stabilisent dans les **Bouches-du-Rhône** (0% avec une hausse de +15% sur les trois derniers mois) et progressent dans le **Var** (+4%) et les **Alpes-Maritimes** (+23%).

Sources :

SDES\*, Sit@del2, Estimations

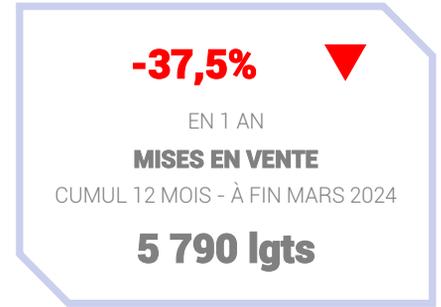
\*Service des données et études statistiques



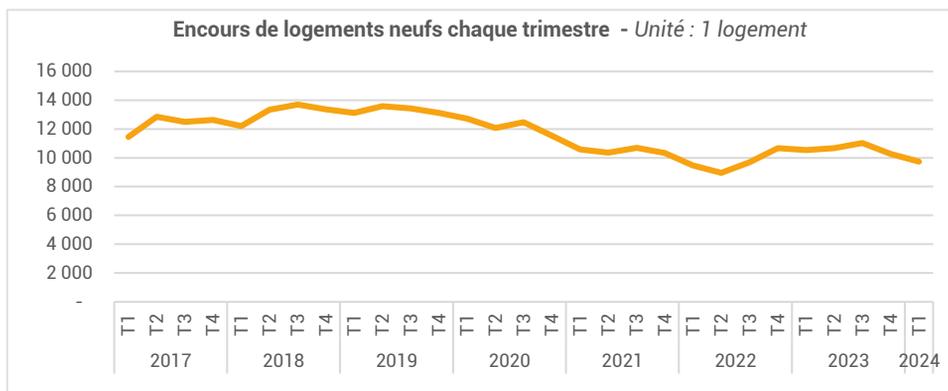
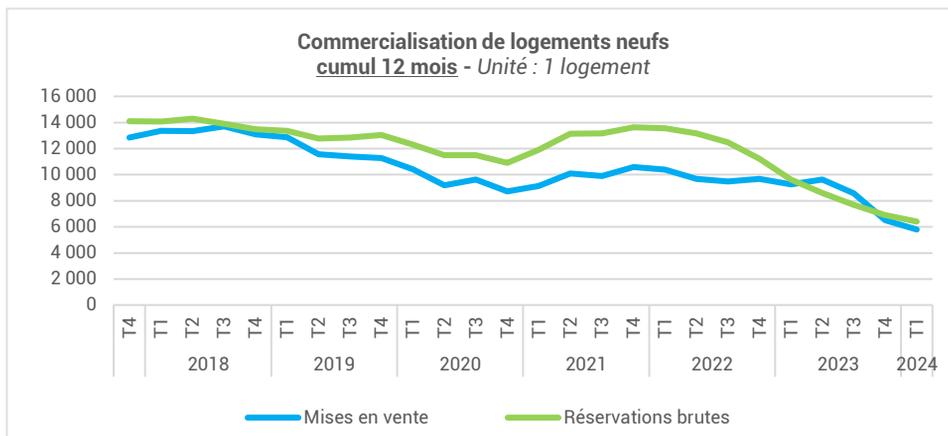
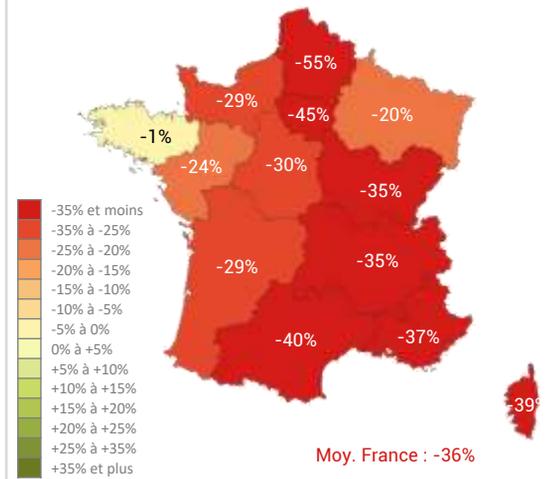


## Commercialisation de logements neufs

La commercialisation de logements neufs aux particuliers	1 <sup>er</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente <sup>(1)</sup>	5 790 lgts	-37,5%	▼
Dont collectifs	5 482 lgts	-36,0%	▼
Dont individuels	308 lgts	-55,5%	▼
Réservations	6 400 lgts	-35,5%	▼
Dont collectifs	6 065 lgts	-32,6%	▼
Dont individuels	335 lgts	-46,1%	▼
Vente en bloc	5 664 lgts	+10,3%	▲



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin mars 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



**Avertissement :** L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

**Mises en vente :** nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

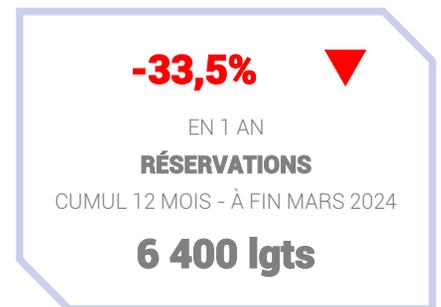
**Réservations :** réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

**Stock disponible :** logements proposés à la vente non encore réservés

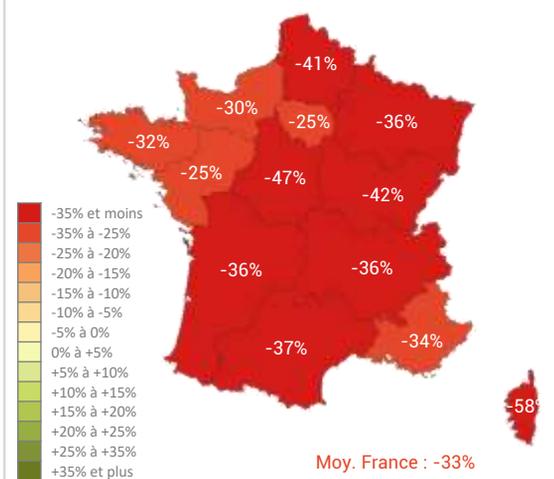
La demande en logement neuf s'effondre complètement : 6 400 logements ont été réservés par des particuliers auprès de promoteurs immobiliers sur les 12 derniers mois sur l'ensemble de la région, de loin le plus bas volume sur 12 mois enregistré depuis le début du suivi statistique en 2005. À titre de comparaison, les 6 400 réservations étaient atteintes uniquement dans les Bouches-du-Rhône en 2017 et en ajoutant le Vaucluse en 2019.

Le recul de la demande pousse les promoteurs à mettre en pause leurs projets : sur les 12 derniers mois, les mises en vente de logements neufs reculent de -37% sur l'ensemble de la région et atteignent également leur point bas historique.

Dans ce contexte morose, la vente en bloc vient quelque peu soulager les promoteurs : ces dernières, qui ont progressé de +10% en un an, ont représenté près de la moitié des réservations enregistrées sur les 4 derniers trimestres dans la région, contre 25% en moyenne avant-Covid. Ces ventes en bloc permettent ainsi aux promoteurs de déstocker leurs programmes (-8% de logements disponibles à la vente entre fin mars 2023 et fin mars 2024).



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin mars 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

SDES\*, ECLN (données brutes)

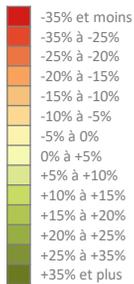
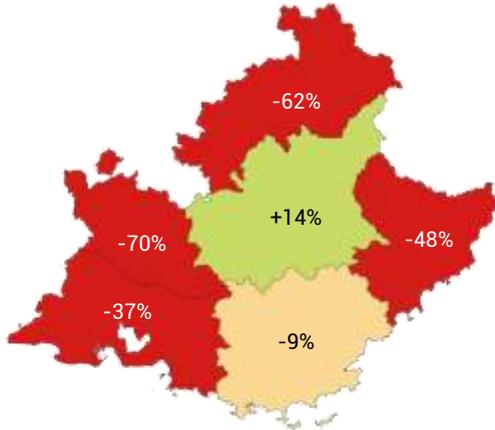
\*Service des données et études statistiques



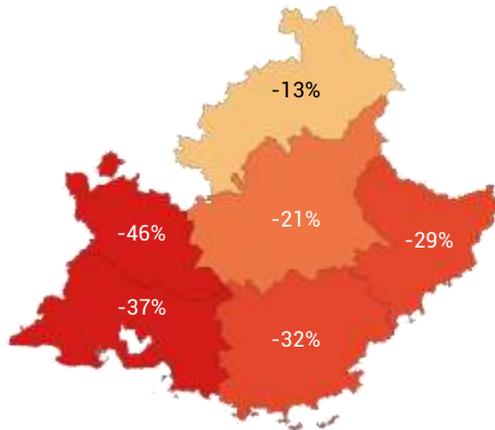


## Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin mars 2024  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin mars 2024  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Les commercialisations restent dans le vert dans **les Alpes-de-Haute-Provence**, surfant sur la dynamique exceptionnelle de 2023 (300 logements neufs mis en vente, contre 85 en moyenne entre 2016 et 2021).

Dans **les Hautes-Alpes** et le **Vaucluse**, la demande fut aussi dynamique post-Covid (respectivement 560 et 1 140 logements neufs mis en vente en moyenne par an en 2021-2022 contre 350 et 600 par an en moyenne sur la période 2017-2019), mais le marché a complètement perdu le rythme en 2023 (230 logements commercialisés dans les Hautes-Alpes et 330 dans le Vaucluse, des volumes sur 12 mois qui baissent encore au 1<sup>er</sup> trimestre 2024).

Le marché n'a quant à lui jamais redémarré dans les départements littoraux et poursuit son déclin en 2024 (moitié moins de logements commercialisés sur les 12 derniers mois dans les **Bouches-du-Rhône**, le **Var** et les **Alpes-Maritimes** qu'en moyenne avant-covid).

Du côté de la demande, tous les départements de la région affichent des niveaux de réservation historiquement bas et s'inscrivent dans une tendance nationale complètement dégradée.

Sources :

SDES\*, ECLN (données brutes)

\*Service des données et études statistiques



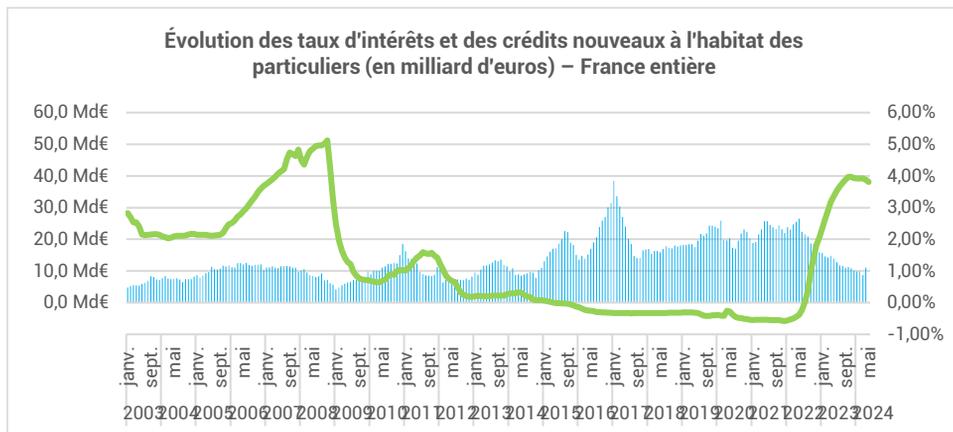


# BÂTIMENT

## Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat	Situation à fin mai 2024		
Crédits nouveaux à l'habitat (M€) Cumul 3 mois (évol. 1 an)	29 400 M€	-31,6%	▼
Taux d'intérêt (évol. 1 mois)	3,813%	-0,073	▼

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



La crise du logement neuf se mesure également avec le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements ; de fait, sur les trois derniers mois et sur l'ensemble du pays, 29,4 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en baisse de -32% en un an. La valeur des crédits nouveaux à l'habitat enregistrés par la Banque de France est en baisse constante depuis le pic de mi-2022 et s'affiche aujourd'hui à ses niveaux les plus bas 2014.

La hausse des taux d'intérêts est un des facteurs explicatifs à cette baisse des crédits : à fin mai 2024, le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affiche à 3,813%, en baisse certes de -0,07 points en un mois mais à un niveau toujours élevé, notamment en regard aux taux moyens observés sur le marché entre 2010 et 2021.

Prêts à 0% PTZ+	4 <sup>e</sup> trimestre 2023 - Evol 1 an		
<b>Dans le neuf</b>			
Nb prêts délivrés sur le trimestre	816	-19,0%	▼
Nb prêts délivrés cumul 4 trim.	2 549	-32,2%	▼
<b>Dans l'ancien</b>			
Nb prêts délivrés sur le trimestre	55	-26,7%	▼
Nb prêts délivrés cumul 4 trim.	141	-31,9%	▼

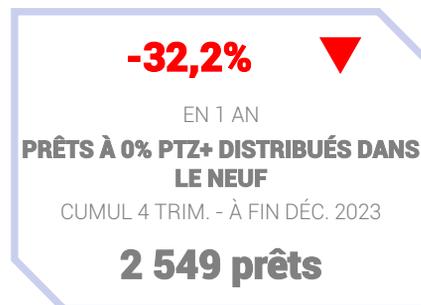
Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué, sous conditions, pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

En corrélation avec la baisse générale des crédits nouveaux à l'habitat (tous achats immobiliers confondus) et le fort recul des commercialisations de logements neufs, les prêts à taux zéro délivrés dans la région pour l'acquisition de logements neufs ont régressé de -32% en 2023 par rapport à 2022.

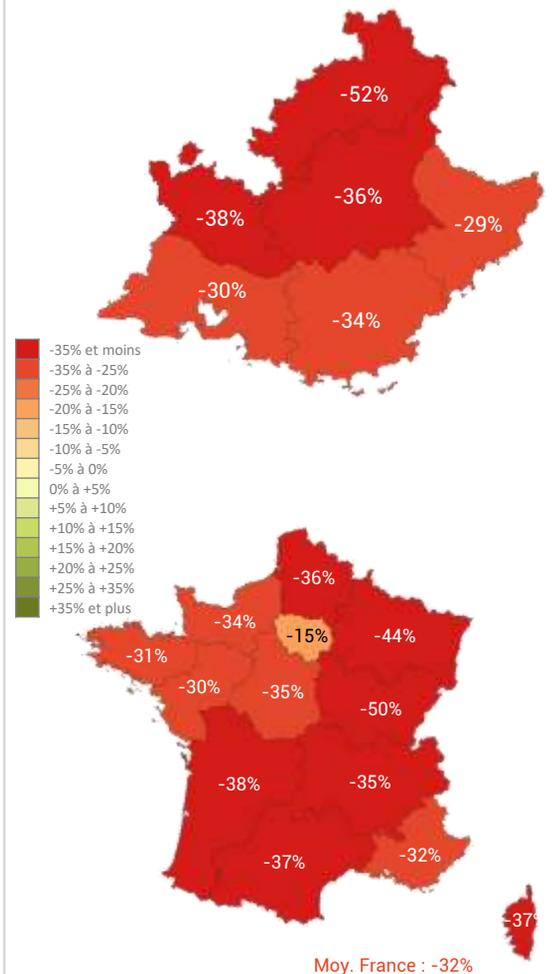
La crise du logement ne concerne toutefois pas que le neuf puisque les prêts à taux zéro pour l'acquisition de logements anciens ont également reculé dans la région en 2023 (-32% par rapport à 2022). La baisse des transactions à la fois dans le neuf et dans l'ancien, marchés interdépendants, bloque de fait le marché immobilier, qui n'a plus aujourd'hui la fluidité et l'amplitude des années précédentes.



Source :  
Banque de France



PTZ+ distribués dans le neuf sur les 12 derniers mois à fin décembre 2023 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Source :  
SGFGAS (données brutes)



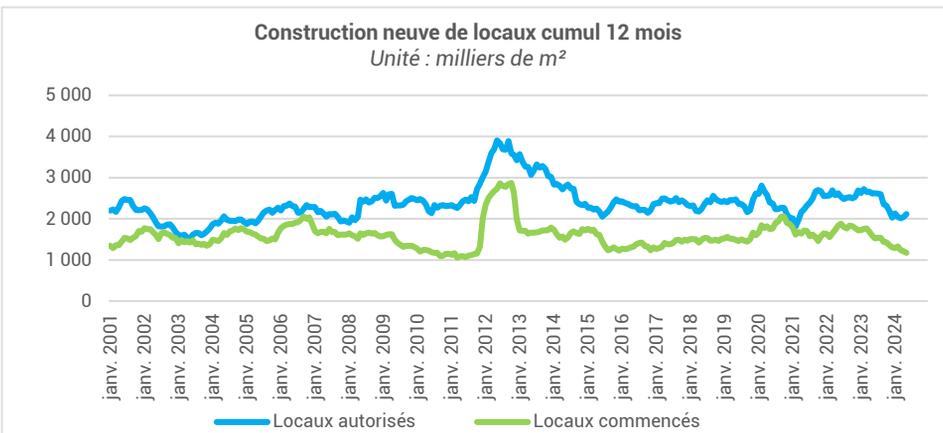


# BÂTIMENT

## Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mai 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
<b>Total locaux commencés</b>	<b>1 171 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-26,6%</b>	▼
<b>Bâtiments agricoles</b>	<b>195 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-25,4%</b>	▼
<b>Secteur privé non agricole</b>	<b>660 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-33,4%</b>	▼
Dont locaux industriels	53 mill. m <sup>2</sup>	-45,5%	▼
Dont commerces	145 mill. m <sup>2</sup>	-5,7%	▼
Dont bureaux	163 mill. m <sup>2</sup>	-51,5%	▼
Dont entrepôts	208 mill. m <sup>2</sup>	-29,8%	▼
Dont autres locaux	92 mill. m <sup>2</sup>	-16,1%	▼
<b>Secteur public</b>	<b>316 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-7,9%</b>	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mai 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
<b>Total locaux autorisés</b>	<b>2 112 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-19,1%</b>	▼
<b>Bâtiments agricoles</b>	<b>486 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-27,3%</b>	▼
<b>Secteur privé non agricole</b>	<b>1 197 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-14,3%</b>	▼
Dont locaux industriels	96 mill. m <sup>2</sup>	-29,0%	▼
Dont commerces	264 mill. m <sup>2</sup>	-12,8%	▼
Dont bureaux	279 mill. m <sup>2</sup>	-18,0%	▼
Dont entrepôts	382 mill. m <sup>2</sup>	-13,1%	▼
Dont autres locaux	177 mill. m <sup>2</sup>	-1,3%	▼
<b>Secteur public</b>	<b>430 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-21,6%</b>	▼

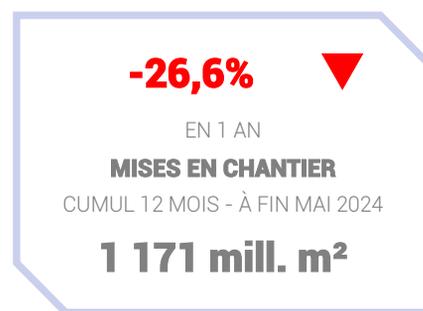


**Avertissement** : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

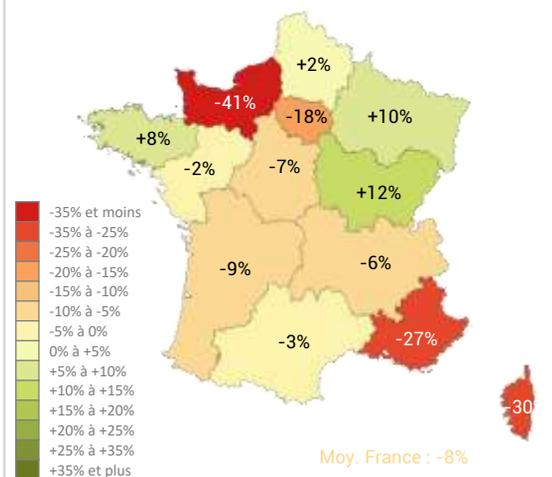
Le recul de la construction neuve touche également le segment non-résidentiel en Provence-Alpes-Côte d'Azur : sur douze mois, la surface de locaux neufs mise en chantier baisse ainsi de -27% et les autorisations fléchissent de -19% en glissement annuel à fin mai 2024. Tous les marchés s'affichent à la baisse en vision de long-terme.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur présente une des tendances les plus négatives du pays, à la fois sur les autorisations et sur les ouvertures de chantiers ; la dynamique semble en effet s'inverser dans certaines régions, de plus en plus nombreuses à basculer dans le vert.

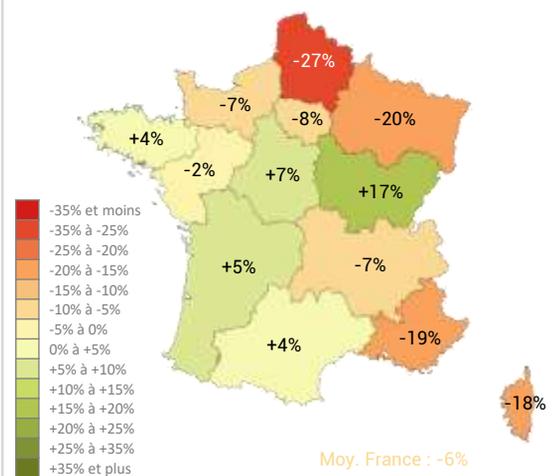
S'il n'est donc pas visible sur le long-terme en Provence-Alpes-Côte d'Azur, à l'inverse d'autres régions, le sursaut semble tout de même exister en 2024, en tout cas en ce qui concerne les autorisations : au cumul depuis janvier, la surface non-résidentielle autorisée progresse en effet de +9% par rapport aux mêmes mois de 2023. La tendance affiche même +13% sur les trois derniers mois (par rapport à un an plus tôt). Ce regain d'autorisations s'observe pour tous les marchés à l'exception notable des locaux administratifs (-37% depuis le début de l'année et -46% sur les trois derniers mois en glissement annuel).



Locaux commencés sur 12 mois glissants à fin mai 2024  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Locaux autorisés sur 12 mois glissants à fin mai 2024  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



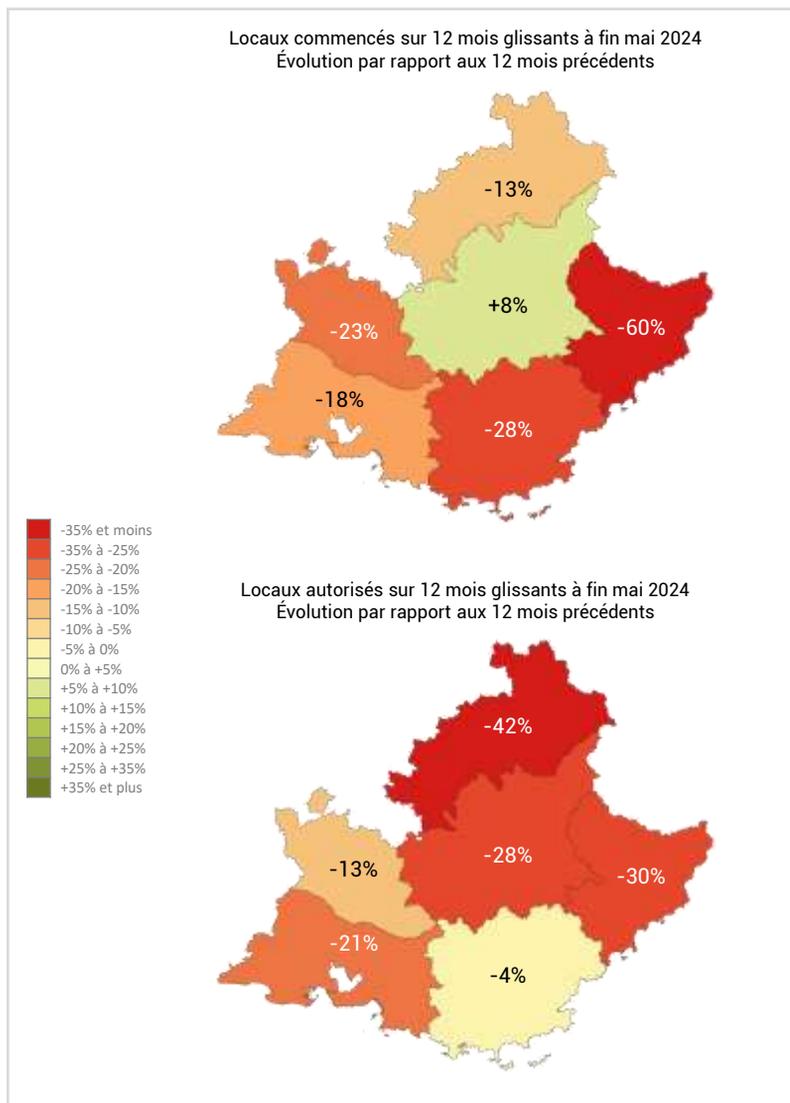
Sources :

SDES\*, Sit@del2, Estimations

\*Service des données et études statistiques



## Construction de locaux neufs



La construction non-résidentielle neuve se contracte dans tous les départements, hormis dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, où l'activité progresse grâce à la mise en chantier de locaux industriels et la relance de projets publics ces derniers mois. La surface non-résidentielle mise en chantier ces douze derniers mois dans le département (43 milliers de m<sup>2</sup>) reste ainsi globalement conforme à la moyenne des dix dernières années (45 milliers de m<sup>2</sup> par an entre 2013 et 2023).

La chute la plus brutale a lieu dans les **Alpes-Maritimes** : avec 105 milliers de m<sup>2</sup> de locaux non-résidentiels mis en chantier sur les douze derniers mois, le département présente un bilan inférieur de -51% à son niveau annuel moyen des dix dernières années (plus de 210 000 milliers de m<sup>2</sup>).

En **Vaucluse**, la chute des ouvertures de chantier enregistrée sur les 12 derniers mois est à mettre en perspective avec une base particulièrement élevée : la construction non-résidentielle a été très dynamique post-covid, avec une surface moyenne annuelle mise en chantier 60% supérieure à son niveau moyen d'avant-crise (320 milliers de m<sup>2</sup> mis en chantier en moyenne en 2021 et 2022 contre environ 200 milliers de m<sup>2</sup> en moyenne chaque année de 2008 à 2019). Sur les 12 derniers mois, 210 milliers de m<sup>2</sup> ont ainsi été commencés dans le département, un volume légèrement supérieur à son niveau moyen de référence.

Dans les **Hautes-Alpes** et dans le **Var**, le marché non-résidentiel s'était également plutôt bien comporté à la sortie des confinements Covid, avec un volume construit en 2021 et 2022 globalement meilleur que les années précédentes. Mais l'activité marque clairement le pas dans ces départements depuis un an : la surface mise en chantier sur les douze derniers mois recule ainsi de -15% dans les Hautes-Alpes (52 milliers de m<sup>2</sup> contre 63 milliers de m<sup>2</sup> en moyenne chaque année depuis 2005) et de -25% dans le Var (174 milliers de m<sup>2</sup> sur les douze derniers mois contre 230 milliers de m<sup>2</sup> en moyenne chaque année depuis 2005).

Dans les **Bouches-du-Rhône**, la construction non-résidentielle neuve est en berne depuis plus d'un an et continue de plonger en 2024, affichant, à fin mai 2024, son plus bas volume sur douze mois depuis 2011.

Du côté des autorisations, elles s'effondrent dans tous les départements de la région et pour tous les marchés en vision de long-terme, dans un climat macro-économique et politique devenu défavorable aux investisseurs. La tendance récente montre toutefois des signes d'optimisme dans certains départements : la surface non-résidentielle autorisée à la construction au cumul depuis le début de l'année a en effet progressé de +2%, +51% et +116% respectivement dans les **Bouches-du-Rhône**, le **Var** et le **Vaucluse** par rapport à un an plus tôt, et les **Hautes-Alpes** affichent une hausse de +10% sur les trois derniers mois en glissement annuel. Seules les **Alpes-de-Haute-Provence** et les **Alpes-Maritimes** continuent d'afficher du rouge sur la période.

Sources :

SDES\*, Sit@del2, Estimations

\*Service des données et études statistiques

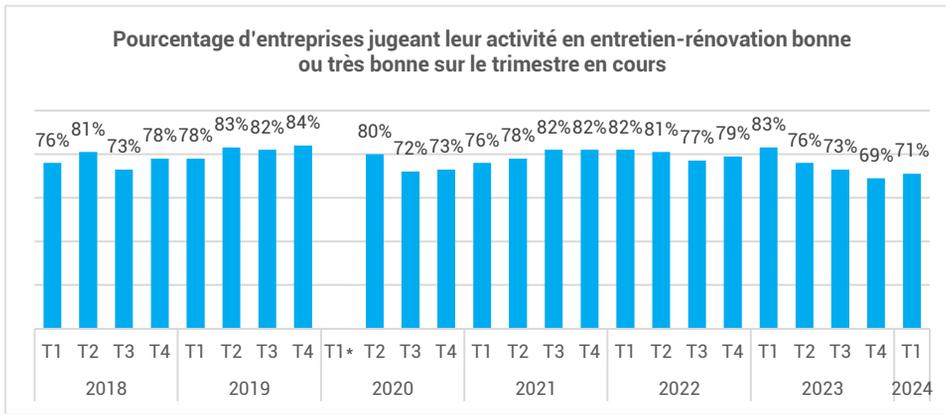




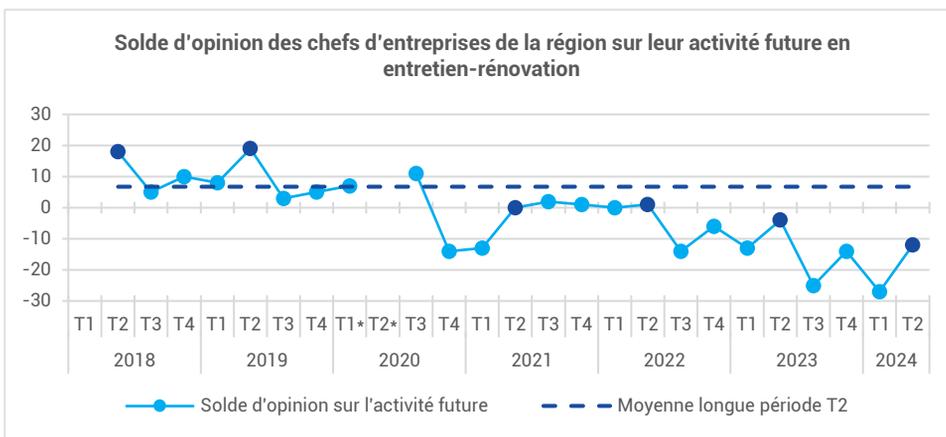


# BÂTIMENT

## Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



**71%**  
DES ENTREPRISES JUGENT LEUR  
ACTIVITÉ EN ENTRETIEN-  
RÉNOVATION BONNE OU TRÈS  
BONNE  
AU 1<sup>ER</sup> TRIM. 2024  
**+2 pts** ▲  
EN 1 TRIMESTRE



**-12**  
SOLDE D'OPINION DES CHEFS  
D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ  
ENTRETIEN-RÉNOVATION DU  
PROCHAIN TRIMESTRE  
AU 1<sup>ER</sup> TRIM. 2024  
**+15 pts** ▲  
ÉVOL. 1 TRIM.

**Note :** Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

En miroir à des prises de commandes plus dynamiques, l'opinion des entreprises du Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur sur leur activité future s'améliore au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 : 18% d'entre elles envisagent une progression de leur montant de facturation d'entretien-rénovation dans les trois prochains mois, en hausse de +8 points par rapport au trimestre précédent et un score qui n'avait plus été observé depuis près de deux ans. Cependant, l'inquiétude demeure pour certaines entreprises, puisqu'elles sont encore 30% à anticiper une baisse de leur activité lors du prochain trimestre, une proportion certes en baisse de 7 points par rapport au trimestre précédent mais qui reste toutefois supérieure de 11 points à sa moyenne longue période. Par conséquent, s'il s'améliore significativement (+15 points en un trimestre), le solde d'opinion sur l'activité future reste bien en-deçà de sa moyenne longue période (-19 points).





## Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 <sup>e</sup> trimestre 2023 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	41,85 M€	+63,3%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	2 267 ÉCO-PTZ	+51,1%	▲

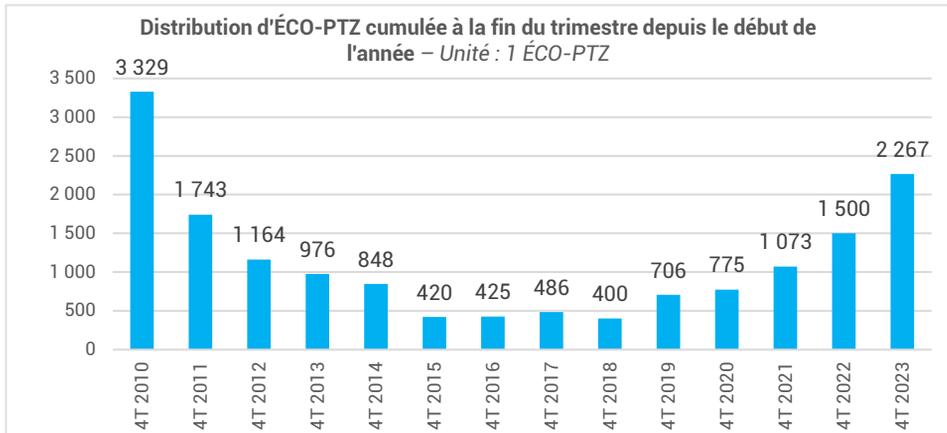
**+63,3%** ▲

EN 1 AN

**VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS  
AVEC UN ÉCO-PTZ**

CUMUL 4 TRIM. - À FIN DÉC. 2023

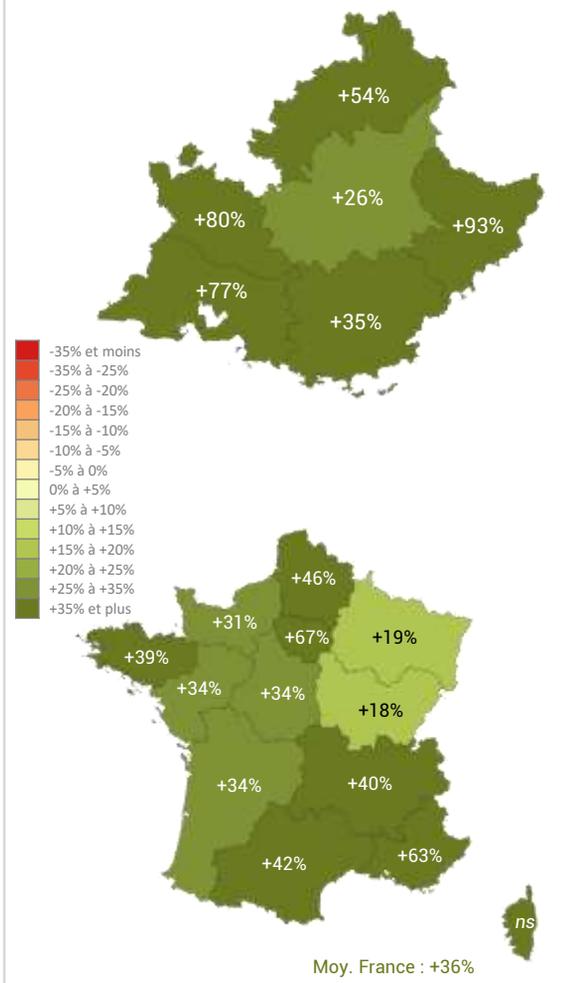
**41,85 M€**



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : en 2023, plus de 2 200 prêts ont ainsi été accordés dans la région, ce qui constitue la meilleure année de ce dispositif depuis son lancement en 2010.

Volume de travaux réalisés avec un éco-PTZ sur 12 mois à fin décembre 2023 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



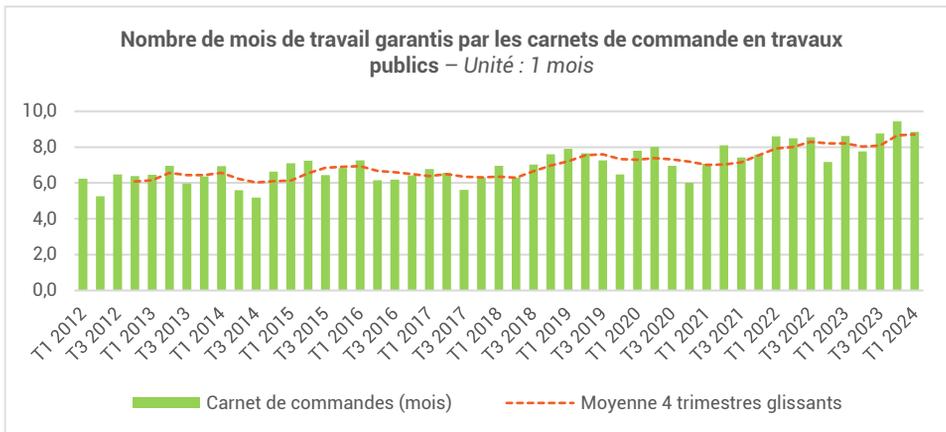
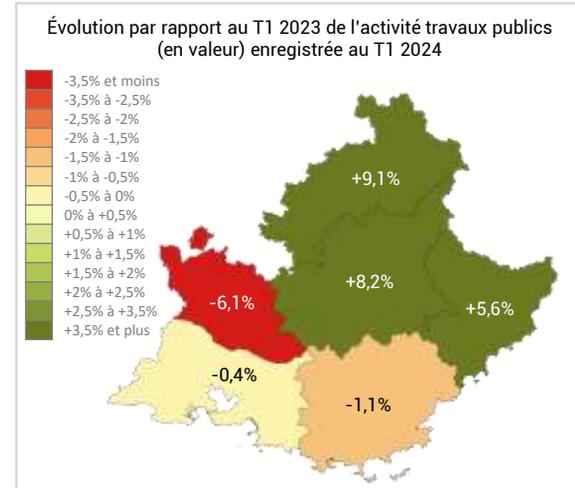
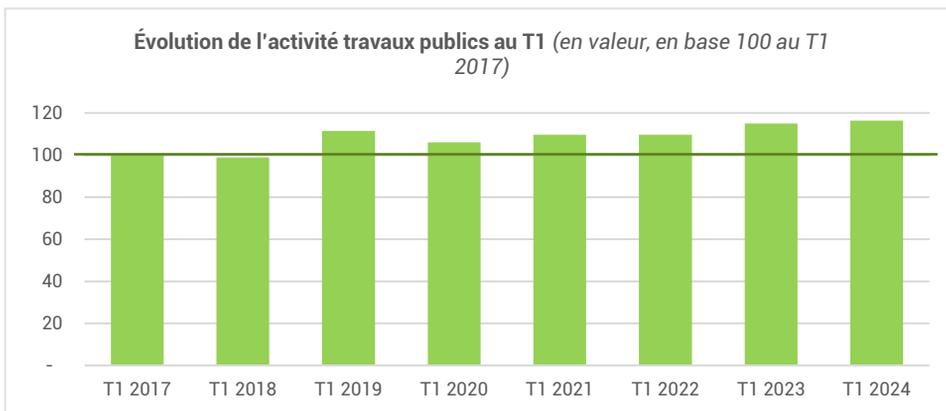
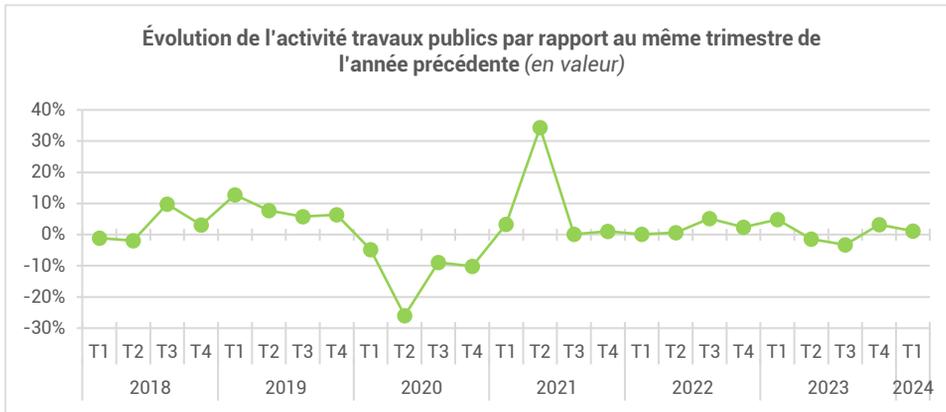
Source :  
SGFGAS (données brutes)





# TRAVAUX PUBLICS

## Activité Travaux Publics



L'activité Travaux Publics reste, en valeur, stable au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 comparé à l'an dernier. L'activité régionale a surtout été portée ce trimestre par le territoires alpins et la Côte d'Azur, alors qu'elle se contracte sur le littoral et n'a pas été à la hauteur en Vaucluse.

Au niveau des métiers, la route semble plus en difficulté (-3,3% de chiffre d'affaires ce trimestre par rapport à un an plus tôt) alors que l'activité a été plus satisfaisante dans les autres marchés (+2,4% pour le secteur énergie, +4,4% pour les canalisateurs, +5,0% pour le génie civil et même +11,6% pour les terrassiers).

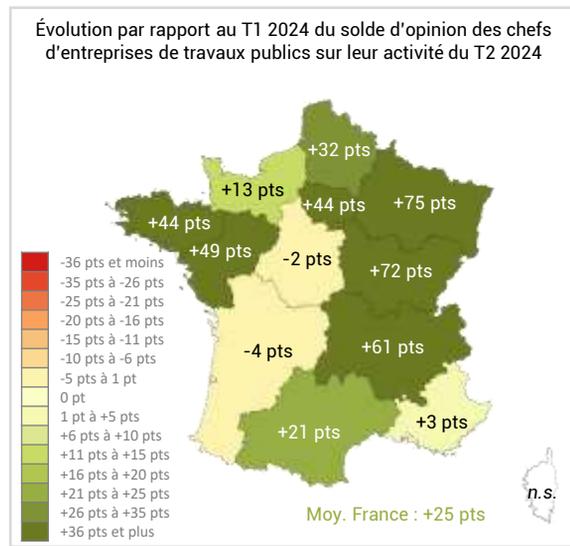
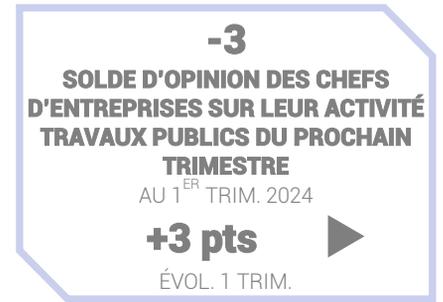
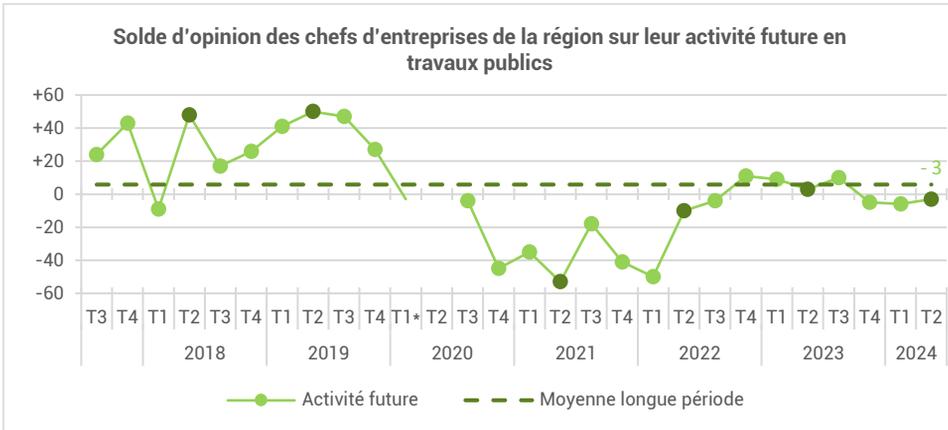
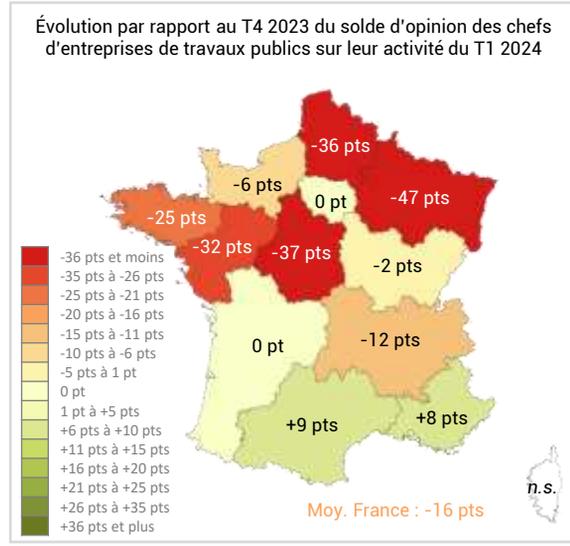
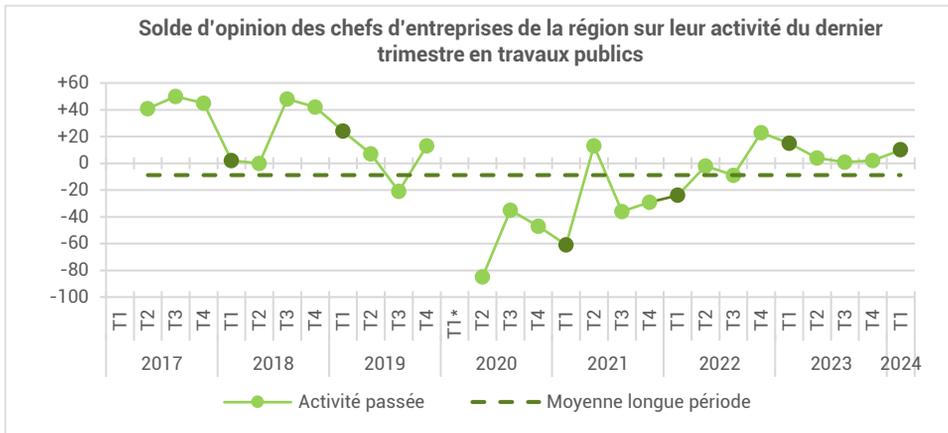
Les prises de commande restent également dynamiques dans la région, dans la continuité des mois précédents, maintenant les carnets de commande à un haut niveau.





# TRAVAUX PUBLICS

## Opinion des chefs d'entreprises



**Note :** Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Selon la dernière enquête trimestrielle menée par la FNTPI, 30% des entreprises de Travaux Publics de la région ont enregistré une hausse de leur activité au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 (+13 points en un trimestre) et 20% ont enregistré une baisse (+5 points en un trimestre). La plus forte proportion d'entreprises satisfaites fait mécaniquement grimper le solde d'opinion (+8 points en un trimestre). En lien avec une stabilisation globale de l'activité, ce solde d'opinion positif mesure non pas un optimisme béat mais plutôt un soulagement chez les chefs d'entreprises de voir leur activité se maintenir dans un climat des affaires dégradé. Pour preuve, malgré une activité relativement satisfaisante, le solde d'opinion sur l'activité à venir ne décolle pas : seules 10% des entreprises de Travaux Publics de la région prévoient une hausse, même légère, de leur activité sur les trois prochains mois, un niveau certes en hausse de +5 points par rapport au trimestre précédent mais qui reste bas au regard de l'historique. 13% envisagent d'ailleurs une baisse de leur activité dans le mois à venir, en hausse de +2 points en un trimestre.

Source :  
 Enquête trimestrielle FNTPI/INSEE





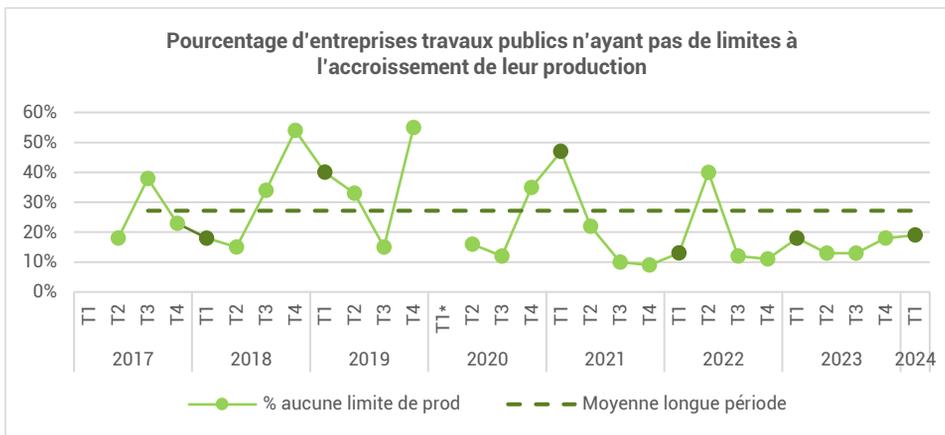
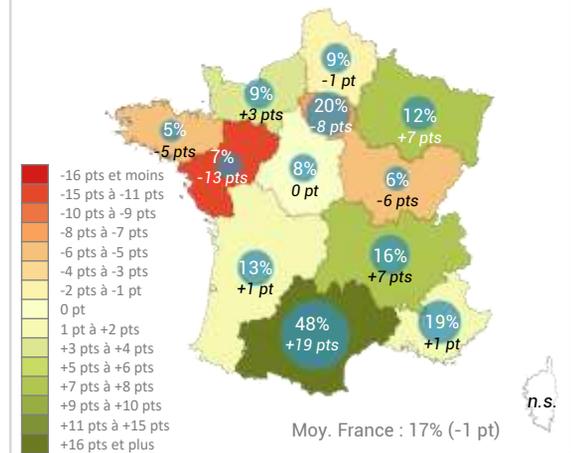
# TRAVAUX PUBLICS

## Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	1 <sup>er</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	19%	+1 pts	=
<b>Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)</b>			
Insuffisance de la demande	20%	-29 pts	▼
Insuffisance en personnel	54%	+21 pts	▲
Contraintes financières	21%	+4 pts	▲
Conditions climatiques	6%	+6 pts	▲
Insuffisance de matériel	1%	0 pts	=
Autres facteurs	3%	-1 pts	=

**81%**  
DES ENTREPRISES TRAVAUX PUBLICS LIMITÉES DANS LEUR PRODUCTION  
AU 1<sup>ER</sup> TRIM. 2024  
**+1 pts**  
ÉVOL. 1 AN

Pourcentage d'entreprises travaux publics n'ayant aucune limite de production au T1 2024 et évol. par rapport au T1 2023



Les difficultés persistent sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics (81% indiquent être limitées dans leur production à fin mars 2024, stable sur un an), notamment sur le volet financier (21% des entreprises interrogées pointent encore une contrainte financière, en hausse de +4 points en un an) et sur le manque de main-d'œuvre (54% des entreprises indiquent encore ne pas avoir assez de personnel fin mars 2024, en progression de +21 points en un an). En revanche, la crainte d'une demande insuffisante s'évapore face à une activité somme toute résiliente (20% des entreprises interrogées sont concernées, en baisse de -29 points par rapport à l'année précédente et plus faible proportion depuis l'été 2022).

Source :  
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

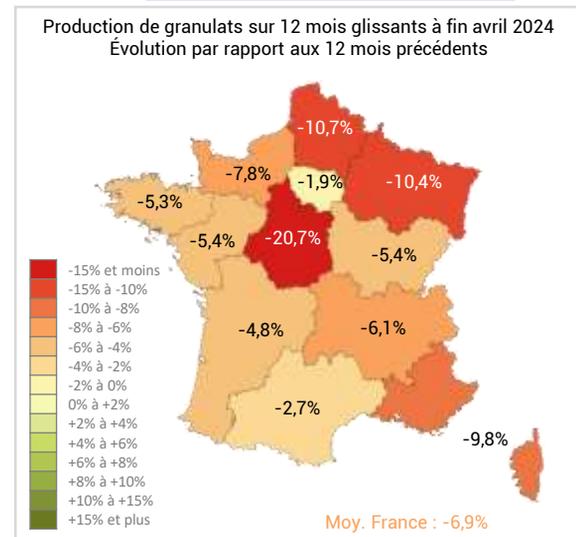
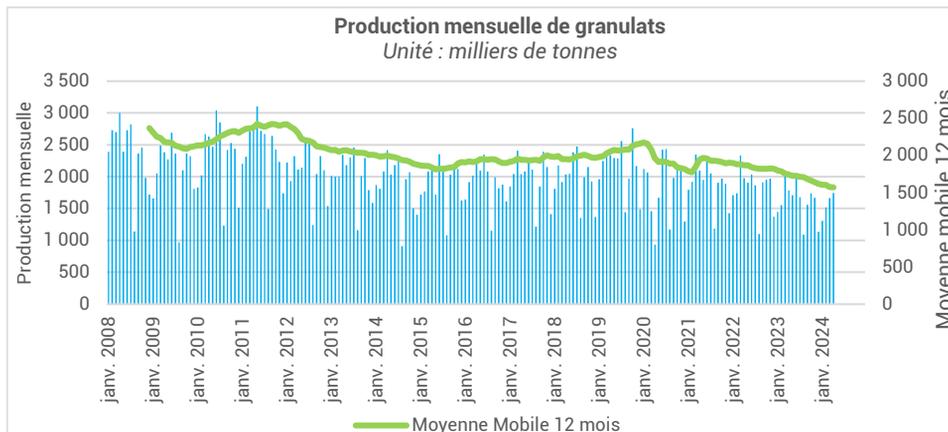
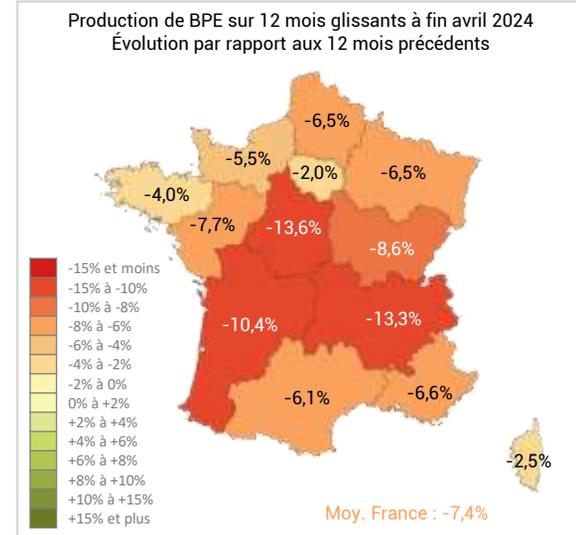
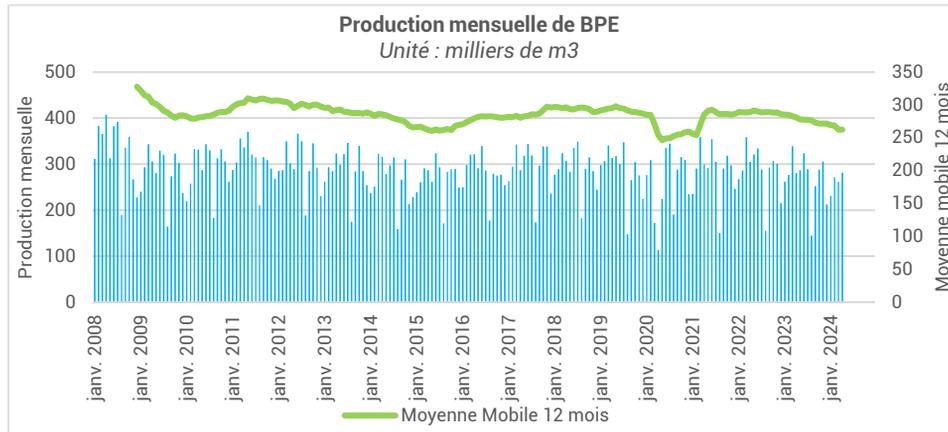
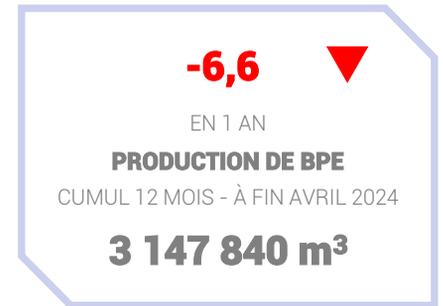




# INDUSTRIE MATÉRIAUX

## Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en avril 2024	281 397 m <sup>3</sup>	+0,4%	=
Prod. de Granulats en avril 2024	1 743 kt	-2,3%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et avr. 2024	1 046 174 m <sup>3</sup>	-9,6%	▼
Production de Granulats entre janv. et avr. 2024	6 231 kt	-8,2%	▼



Alors que le secteur du bâtiment est en crise, il entraîne dans son sillage le premier maillon de sa chaîne de valeur, le béton prêt à l'emploi. Sur les douze derniers mois, la production régionale de BPE s'est en effet repliée de -6,6% par rapport aux douze mois précédents. La dynamique baissière semble même s'accroître en 2024, puisque le recul s'affiche à -9,6% au cumul depuis le début de l'année par rapport à un an plus tôt.

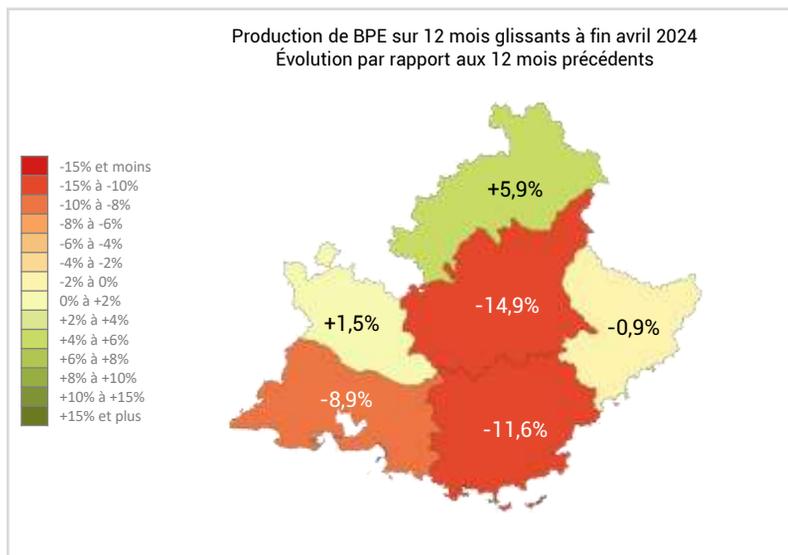
Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats s'est contractée de -9,8% sur la période mai 2023-avril 2024 par rapport à un an plus tôt et de -8,2% au cumul depuis le début de l'année. Malgré une activité Travaux Publics globalement positive dans la région, l'activité granulats paie sans doute le ralentissement observé sur le métier de la route et l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires (19% de la production régionale de ressources minérales en 2021, +6 points en un an).

Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo)





## Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



La production de BPE est dynamique dans les **Hautes-Alpes**, où elle reste au-dessus de son niveau moyen des quinze dernières années à la faveur d'une construction résidentielle neuve positive ces derniers mois (114 500 m<sup>3</sup> de BPE produits sur les douze derniers mois contre une moyenne annuelle de 93 300 m<sup>3</sup> entre 2013 et 2022).

Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, la vision de long-terme suggère une chute significative de la production de BPE, mais les volumes produits entre 2021 et mi-2023 étaient particulièrement élevés, dans le sillage d'un marché résidentiel neuf dynamique. De fait, le volume de BPE produit dans ce département sur les 12 derniers mois reste supérieur à son niveau moyen des dix dernières années (129 500 m<sup>3</sup> de BPE produits sur les douze derniers mois contre une moyenne annuelle de 106 000 m<sup>3</sup> entre 2013 et 2022).

Même chose dans le **Var**, où la baisse de production enregistrée sur les 12 derniers mois est à mettre en perspective avec une base relativement élevée ayant profité d'une activité dynamique en 2021-2022 sur le marché non-résidentiel neuf. De fait, le volume de BPE produit sur les 12 derniers mois reste sensiblement supérieur à son niveau moyen de long-terme (755 000 m<sup>3</sup> de BPE produits sur les douze derniers mois contre une moyenne annuelle de 737 000 m<sup>3</sup> entre 2013 et 2022).

En **Vaucluse**, la production de BPE, en légère hausse ces douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents, reste également proche de son niveau moyen annuel de référence (373 000 m<sup>3</sup> de BPE produits sur les douze derniers mois contre environ 370 000 m<sup>3</sup> de BPE produit annuellement entre 2013 et 2022).

La chute de production la plus significative, et celle donc qui dégrade la conjoncture régionale, a lieu dans les départements des **Bouches-du-Rhône** et des **Alpes-Maritimes**, qui pèsent à eux deux plus de la moitié de la production régionale annuelle de BPE. Dans ces deux départements, et même si la baisse semble s'enrayer dans le département azuréen, la production de BPE des douze derniers mois reste largement en-dessous de ses niveaux de référence (675 000 m<sup>3</sup> de BPE produits sur les douze derniers mois dans les Alpes-Maritimes contre en moyenne 731 000 m<sup>3</sup> entre 2013 et 2022 et 1 100 000 m<sup>3</sup> de BPE produits sur les douze derniers mois dans les Bouches-du-Rhône contre en moyenne 1 330 000 m<sup>3</sup> entre 2013 et 2022).

Source :  
UNICEM pour le BPE  
(données brutes, non cvs, non cjo)





# COMMANDE PUBLIQUE

## Marchés publics de travaux

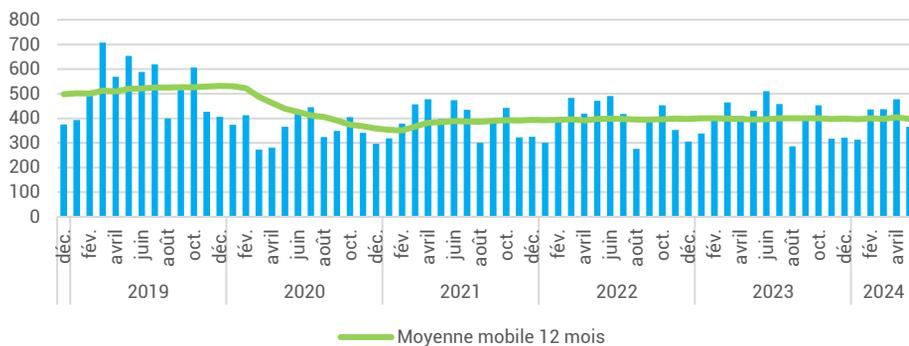
Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à mai 2024 - Évol. 1 an		
<b>Total des AO publiés</b>	<b>4 780 AO</b>	<b>+0,9%</b>	<b>=</b>
dont bâtiment*	2 430 AO	+1,6%	▲
dont TP*	1 670 AO	-3,7%	▼
dont pôle local	2 690 AO	-1,3%	▼
dont conseils territoriaux	300 AO	-7,7%	▼
dont État	620 AO	+12,0%	▲
dont autres	1 160 AO	+3,3%	▲

Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à mai 2024 - Évol. 1 an		
<b>Total des AO publiés</b>	<b>7,5 Md€</b>	<b>+8,2%</b>	<b>▲</b>
dont bâtiment*	2,7 Md€	+1,9%	▲
dont TP*	2,4 Md€	+9,4%	▲
dont pôle local	3,7 Md€	+16,1%	▲
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	-8,4%	▼
dont État	1,3 Md€	+6,3%	▲
dont autres	2,0 Md€	+1,8%	▲

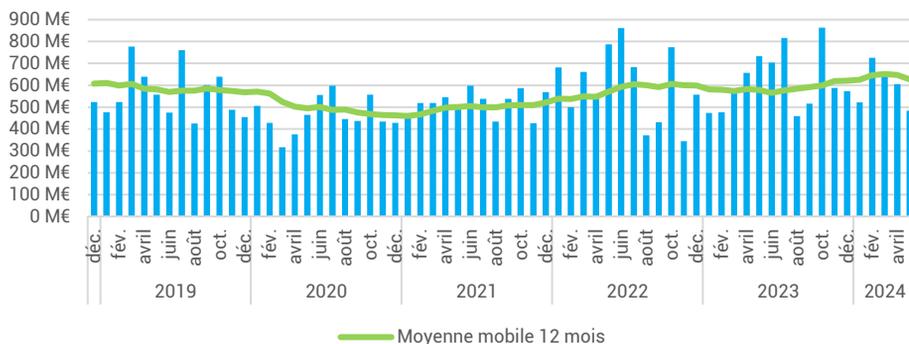
\*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensés ici.



Nombre mensuel d'appels d'offre de Travaux Publiés



Montant mensuel des appels d'offre de Travaux Publiés



Le montant de la commande publique ne cesse de progresser dans la région depuis plus d'un an : à fin mai 2024, elle atteint 7,5 Md€ sur douze mois, en hausse de +8,2% par rapport aux 12 mois précédents. À l'exception des conseils territoriaux, dont les finances sont impactées par le recul des DMTO (Droits de Mutation à Titre Onéreux) avec la baisse des ventes immobilières, tous les acheteurs affichent une hausse de leurs achats publics de travaux en valeur.

Pour autant, le nombre de marchés publiés reste stable depuis trois ans, loin des 6 400 procédures enregistrées en 2019. Cette différence qui s'accroît entre le volume et la valeur de la commande publique est évidemment due à la forte inflation enregistrée dans le pays depuis plus d'un an, faisant mécaniquement augmenter le prix des travaux, mais également au fait que les donneurs d'ordre semblent de plus en plus privilégier le financement de grands projets structurants. Pour preuve, si la commande publique, en volume, progresse légèrement dans le Bâtiment (portée notamment par une hausse de +10% des achats de la part des bailleurs sociaux) et reflue pour les travaux Publics, elle augmente nettement pour les marchés globaux, (+12%).

Source : VecteurPlus

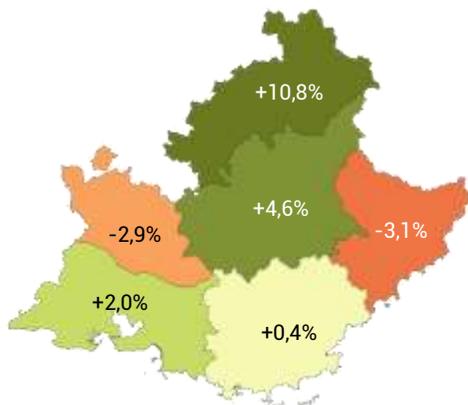




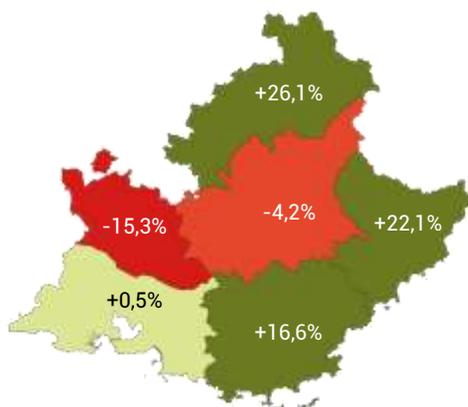
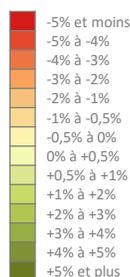
# COMMANDE PUBLIQUE

## Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin mai 2024 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Montant des marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin mai 2024 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



À l'échelle territoriale, le **Vaucluse** se démarque avec une baisse globale de la commande publique, en volume (-2,9% de marchés publiés) comme en valeur (-15,3% du montant attribué).

Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, le nombre de marchés publiés progresse (+4,6% en un an) mais l'enveloppe financière diminue en parallèle (-4,2%), signe probablement du lancement de projets de moindre envergure.

À l'inverse, dans les **Alpes-Maritimes**, le nombre de marchés publiés reflue (-3,1%) pour une enveloppe qui grossit nettement (+22,1%), sûrement dédiée au lancement de gros projets d'aménagement.

De même dans le **Var**, où les achats publics progressent nettement plus vite en valeur (+16,6%) qu'en volume (+0,4%).

Dans les **Hautes-Alpes**, de gros achats ont eu lieu à l'été 2023, gonflant le montant de la commande publique dans ce département.

Dans les **Bouches-du-Rhône**, les achats publics suivent leur rythme de croisière (+2,0% en volume et +0,5% en valeur).

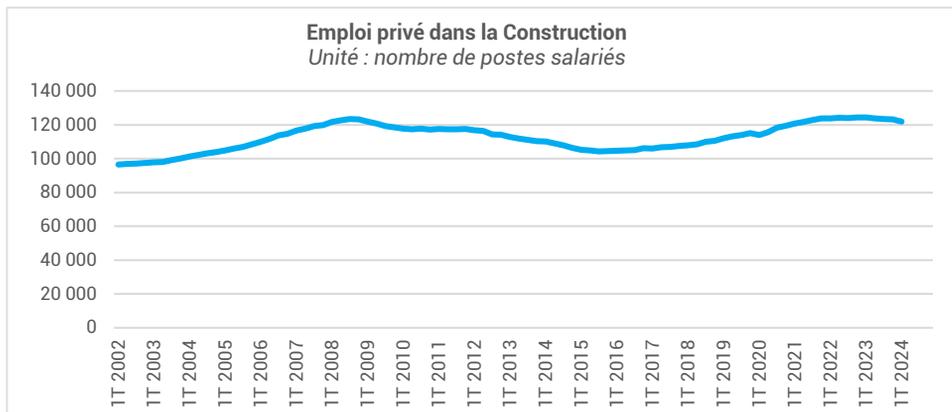




# APPAREIL DE PRODUCTION

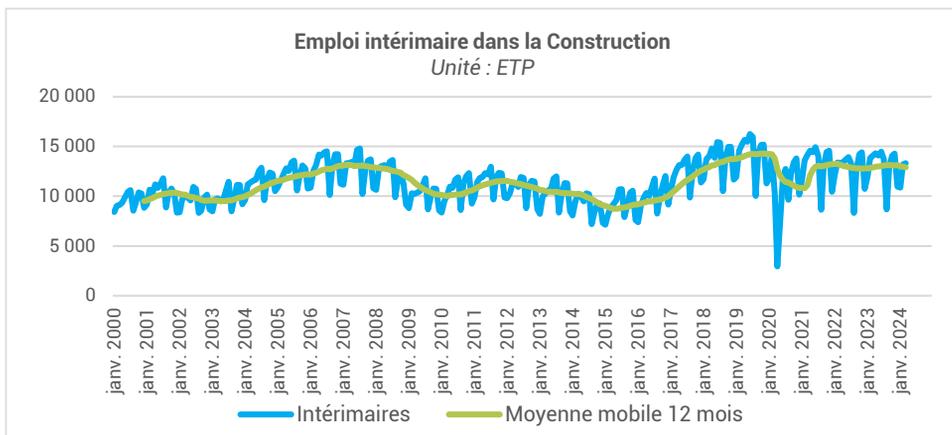
## Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 <sup>er</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	121 968 sal.	-2,0%	▼



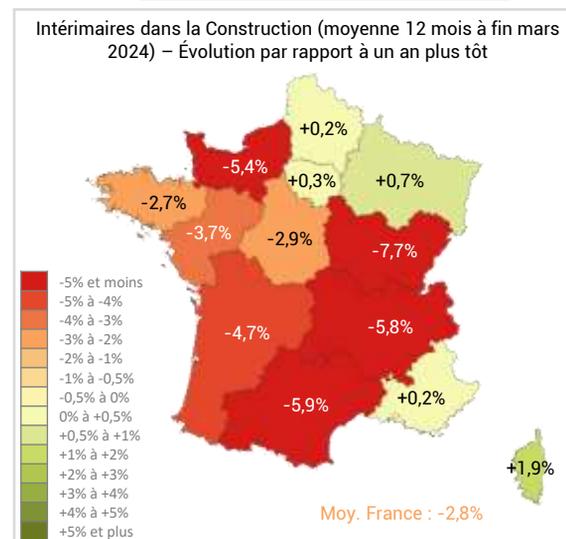
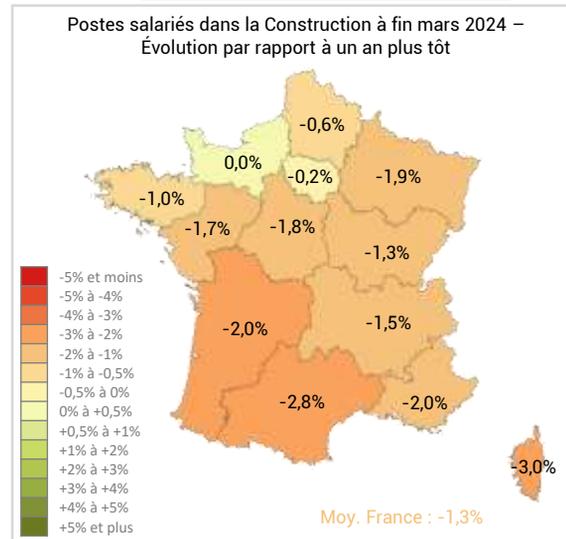
Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié s'est stabilisé en 2022 et décroît même légèrement depuis l'été 2023. Ainsi, à fin mars 2024, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional a perdu 2% de son volume en un an.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Mars 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Mars 2024	13 310 ETP	-5,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Mars 2024	12 455 ETP	-6,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Mars 2024	12 903 ETP	+0,2%	=



Sur les trois premiers mois de 2024, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, a moins été sollicité par les entreprises de la construction de la région qu'il y a un an, face notamment à des conditions climatiques plus difficiles (hiver plus rude dans les Alpes, intempéries sur le littoral à la fin de l'hiver). Toutefois, la vision de long-terme suggère une stabilité de l'emploi intérimaire depuis 2021, signe d'une activité qui, si elle manque de souffle, maintient un besoin constant en main-d'œuvre.

**Note :** Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

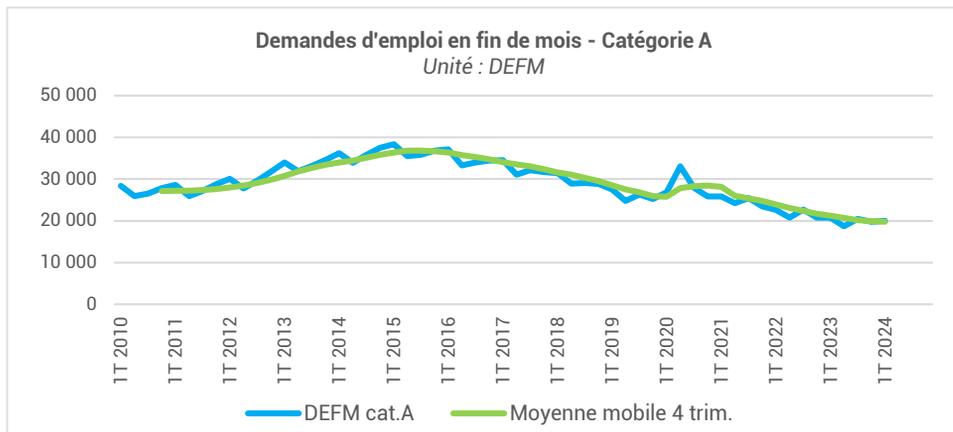
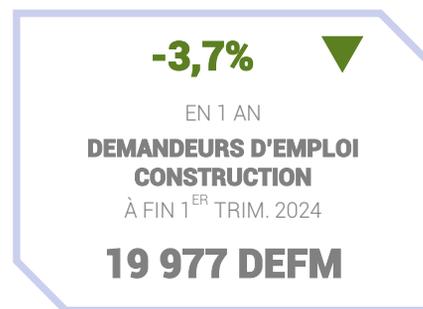
Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)



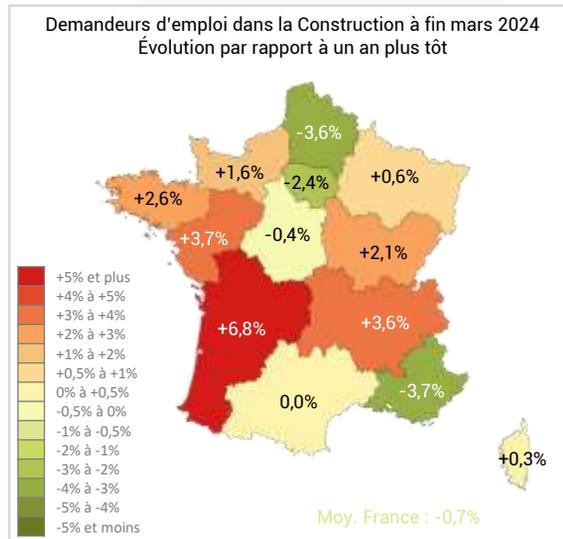
# APPAREIL DE PRODUCTION

## Demande d'emploi et embauches

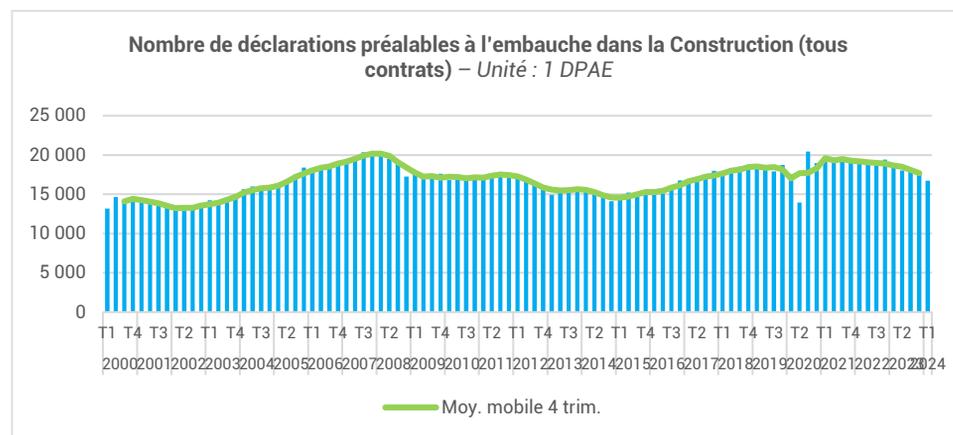
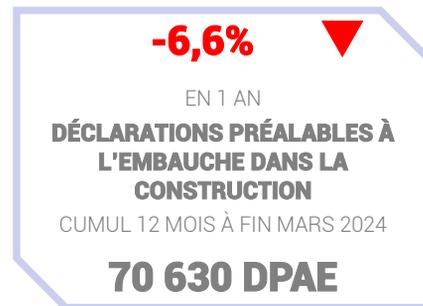
Demands d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 <sup>er</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	19 977 DEFM	-3,7%	▼
DEFM tous secteurs économiques	267 227 DEFM	-2,5%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=



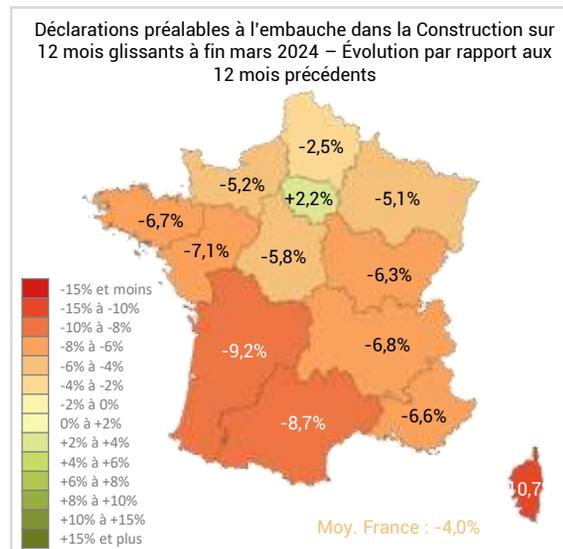
Le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction continue de refluer : il cède encore -4% de son volume entre fin mars 2023 et fin mars 2024. Le nombre de demandeurs d'emploi dans la construction a ainsi perdu près de 7 000 unités en huit ans dans la région, signe d'un « stock » de main-d'œuvre disponible qui s'amenuise drastiquement.



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T1 2024 - Évol. 1 an		
Nombre total de DPAE	70 630	-6,6%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	9 200	-5,9%	▼
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	25 530	-6,2%	▼
dont CDI	35 900	-7,1%	▼



Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche marquent le pas dans la Construction : sur les douze derniers mois, les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF reculent en effet de -6,6% par rapport aux douze mois précédents dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité qui s'essouffle, freinant les recrutements et les créations de postes.



**Note :** Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources :  
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

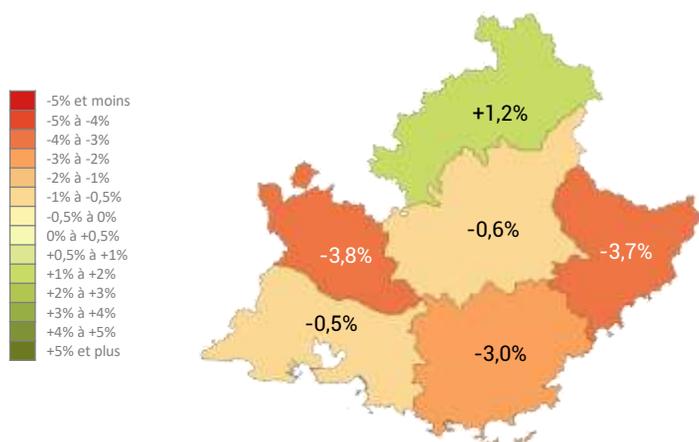




# APPAREIL DE PRODUCTION

## Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

Postes salariés dans la Construction à fin mars 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



En miroir à une activité construction plutôt positive, le département des **Hautes-Alpes** est le seul de la région à enregistrer une progression de l'emploi-salarié au 1<sup>er</sup> trimestre 2024. De même, l'emploi intérimaire reste en croissance dans ce département et la baisse du nombre de demandeurs d'emploi est une des plus fortes de la région. C'est aussi dans ce département que les embauches sont les plus résilientes.

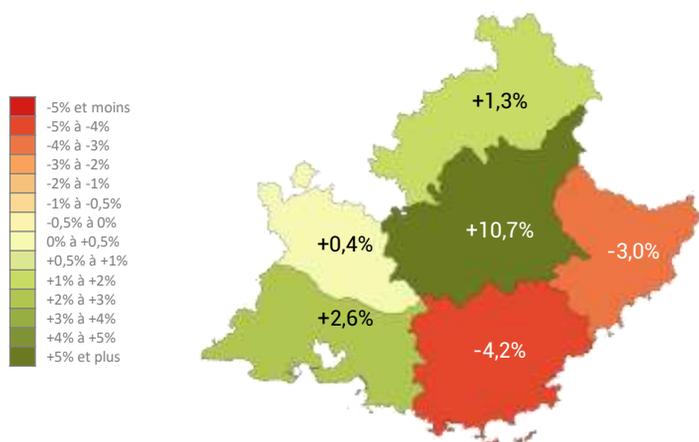
Le département des **Alpes-de-Haute-Provence** suit plus ou moins la même tendance, avec un emploi-salarié certes en légère baisse mais un emploi intérimaire en forte hausse sur la période et des intentions d'embauches un peu plus résilientes.

Dans les **Bouches-du-Rhône**, l'emploi-salarié reste globalement stable tandis que l'emploi intérimaire progresse et que le nombre de demandeurs d'emploi continue de s'assécher. En revanche, les embauches marquent clairement le pas, signe que les entreprises tâchent avant tout à conserver leur main-d'œuvre dans un contexte économique difficile avant d'envisager de nouvelles embauches.

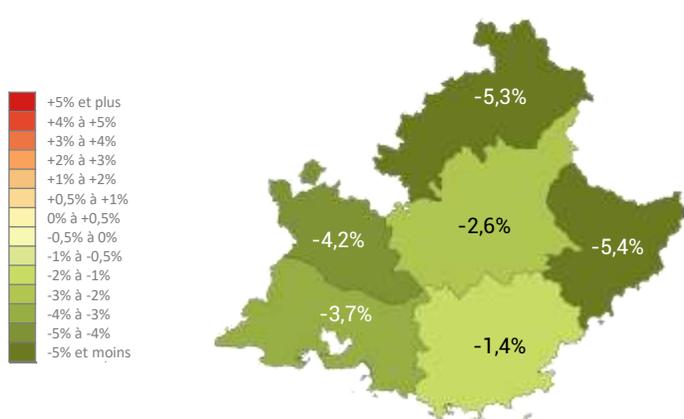
C'est en **Vaucluse** que la perte de postes salariés est la plus importante. Si l'emploi intérimaire reste globalement stable ces douze derniers mois, permettant aux entreprises d'assumer leurs contrats, la perte de postes permanents comme la forte baisse des embauches n'est pas un signal positif.

Les indicateurs sont encore plus inquiétants dans le **Var** et les **Alpes-Maritimes**, qui perdent à la fois des postes salariés et des postes intérimaires sur les 12 derniers mois et où les intentions d'embauche ont fortement baissé (particulièrement dans les Alpes-Maritimes, où le nombre de déclarations préalables à l'embauche s'est replié de presque -10% en un an).

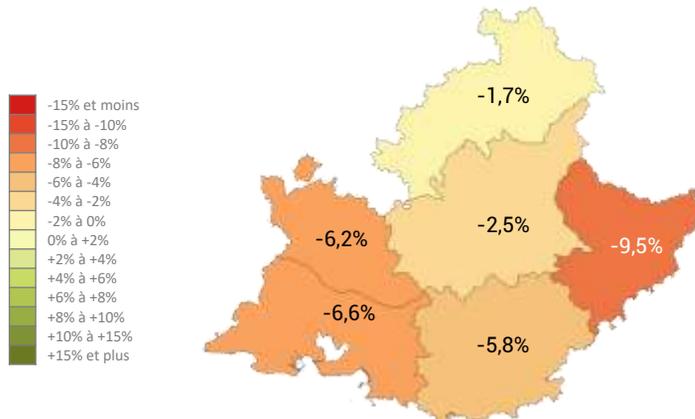
Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin mars 2024) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin mars 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin mars 2024 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



### Sources :

**Emploi-salarié** : ACOSS-URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

**Emploi intérimaire** : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

**DEEM** : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

**DPAE** : URSSAF (données cvs)

**Note** : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.





# APPAREIL DE PRODUCTION

## Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	1 <sup>er</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	3 543 créations	+15,1%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	1 301 créations	+10,5%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	11 272 créations	-5,3%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	4 102 créations	-8,9%	▼

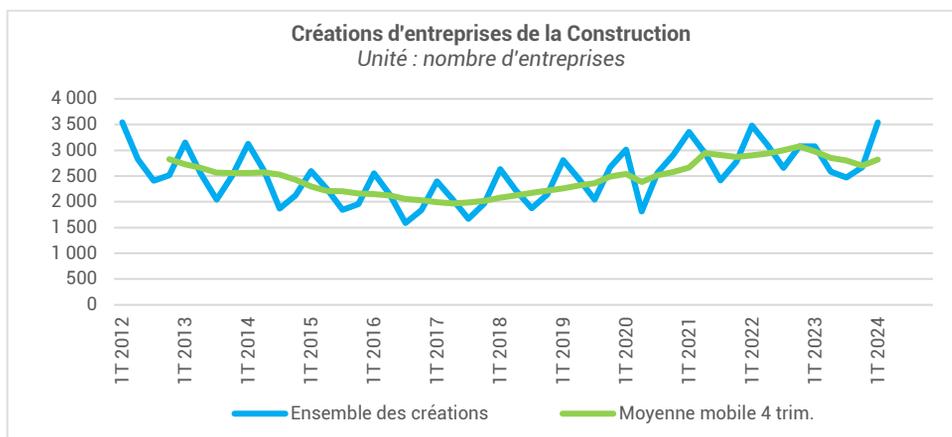
**-5,3%** ▼

EN 1 AN

**ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION CRÉÉS**

CUMUL 12 MOIS À FIN MARS 2024

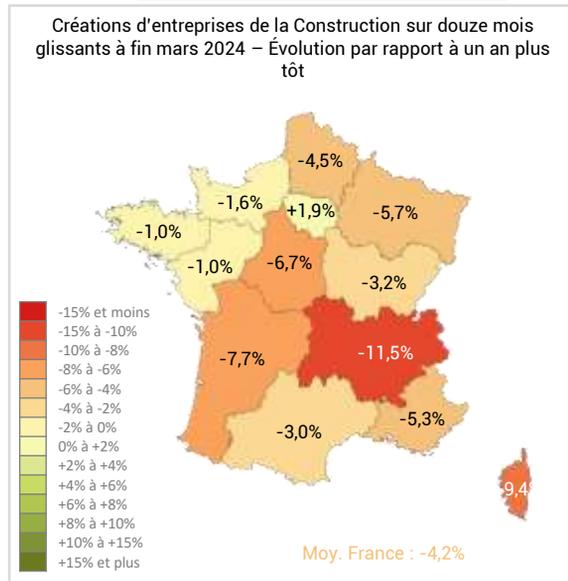
**11 270 créations**



Sur douze mois glissants, la dynamique de création d'entreprises marque clairement le pas avec près de 700 immatriculations perdues en un an. Alors que les créations d'entreprises suivaient une trajectoire favorable depuis plusieurs années, sans même être freinées par la crise Covid, l'inversion de tendance est nette, témoignant d'une conjoncture beaucoup plus difficile aujourd'hui pour le secteur Construction.

De même, les immatriculations d'entreprises avec le statut d'auto-entrepreneurs s'affichent à -3,2% sur douze mois glissant (environ 250 unités perdues en un an) alors qu'elles avaient tendance à s'accroître depuis la crise Covid. Cet indicateur témoigne d'une confiance qui s'érode nettement de la part des entrepreneurs, la balance bénéfices/risques apparaissant trop déséquilibrée pour investir dans le contexte actuel.

Cependant, la situation semble s'améliorer en 2024, avec un volume d'immatriculations en hausse au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, du côté des entreprises générales comme des micro-entrepreneurs.



**Note :** Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source : INSEE (données brutes)

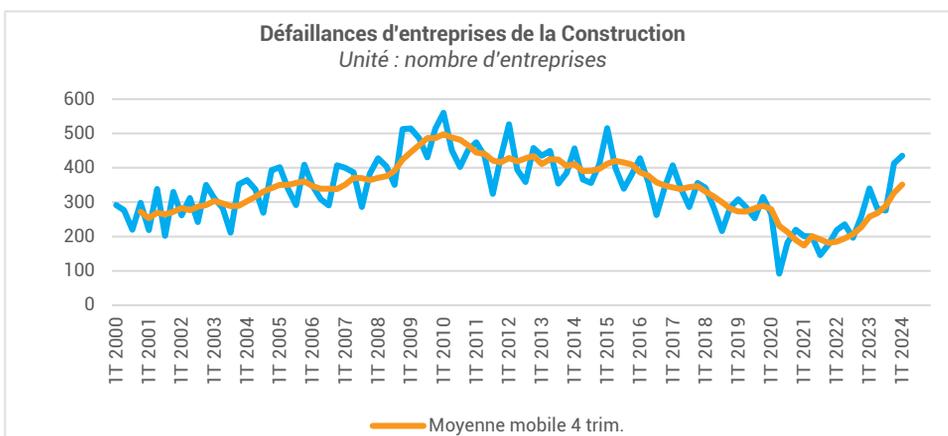
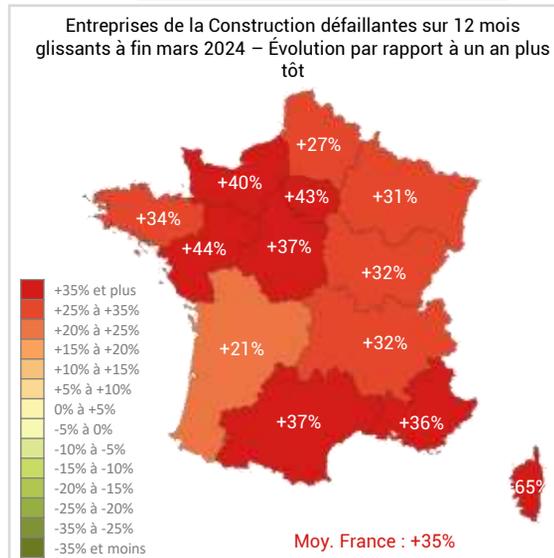
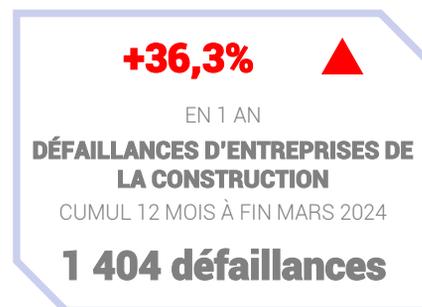




# APPAREIL DE PRODUCTION

## Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	1 <sup>er</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	435 défaillances	+27,9%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 404 défaillances	+36,3%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 328 salariés	+49,0%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 455 salariés	+37,9%	▲



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont logiquement remontées en 2022. Mais si la hausse avait jusque là été plutôt contenue, les procédures se sont nettement accélérées en 2023. Sur les douze derniers mois à fin mars 2024, la Banque de France a recensé plus de 1 400 dossiers d'entreprises défaillantes dans la région, soit 400 de plus que les douze mois précédents. C'est un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 2017, témoignant d'un climat des affaires particulièrement difficile aujourd'hui pour les entreprises, soumises à la fois à un ralentissement économique et à la nécessité de rembourser le « quoiqu'il en coûte » gouvernemental (prêts, reports d'impôts et cotisations) mis en place pour oxygéner l'Économie pendant la crise Covid.

Si les défaillances augmentent donc nettement en 2023, on reste toutefois loin des niveaux enregistrés entre 2008 et 2015, précédente crise économique mondiale, où le nombre de défaillances était 30% plus élevé. Ce qui est en revanche inquiétant, c'est que les défaillances actuelles touchent beaucoup plus de salariés qu'avant. Ainsi, les 1 400 entreprises défaillantes mettent en difficulté près de 4 500 salariés, un volume en hausse de +38% en un an et qui n'a pas été observé depuis 2013. Mais à l'époque, 300 entreprises de plus étaient concernées. Cela signifie que les défaillances touchent désormais toutes les tailles d'entreprises, même les plus grosses habituellement plus résilientes.

**Note :** Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source : Banque de France (données brutes)



# PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN\*

## Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1	
Autorisations logements	870 logts	-7,2%	▼
Mises en chantier logements	780 logts	-17,7%	▼
Mise en ventes de logements	250 logts	+14,2%	▲
Réservations de logements	80 logts	-20,6%	▼
Autorisations locaux	71 mill. m²	-27,7%	▼
Mises en chantier locaux	43 mill. m²	+7,9%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+8,2%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+8,2%	▲
BPE	129 580 m3	-14,9%	▼
Nombre Appels Offre publiés	280 AO	+4,6%	▲
Montant Appels Offre publiés	300 M€	-4,2%	▼
Salariés	3 420 sal.	-0,6%	►
Intérimaires	367 ETP	+14,2%	▲
Dem. d'emplois	676 DEFM	-2,6%	▼

## Alpes-Maritimes

		Evol N-1	
Autorisations logements	5 730 logts	-14,6%	▼
Mises en chantier logements	3 650 logts	-36,2%	▼
Mise en ventes de logements	1 270 logts	-47,6%	▼
Réservations de logements	1 680 logts	-28,7%	▼
Autorisations locaux	228 mill. m²	-30,1%	▼
Mises en chantier locaux	105 mill. m²	-60,3%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+5,6%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+5,6%	▲
BPE	675 550 m3	-0,9%	►
Nombre Appels Offre publiés	910 AO	-3,1%	▼
Montant Appels Offre publiés	1700 M€	+22,1%	▲
Salariés	24 884 sal.	-3,7%	▼
Intérimaires	2 303 ETP	-7,0%	▼
Dem. d'emplois	4 045 DEFM	-5,4%	▼

## Var

		Evol N-1	
Autorisations logements	6 650 logts	-17,4%	▼
Mises en chantier logements	4 780 logts	-32,9%	▼
Mise en ventes de logements	1 880 logts	-9,0%	▼
Réservations de logements	1 580 logts	-31,6%	▼
Autorisations locaux	349 mill. m²	-4,2%	▼
Mises en chantier locaux	174 mill. m²	-27,6%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-1,1%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-1,1%	▼
BPE	754 910 m3	-11,6%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 020 AO	+0,4%	►
Montant Appels Offre publiés	1650 M€	+16,6%	▲
Salariés	23 402 sal.	-3,0%	▼
Intérimaires	2 399 ETP	-11,0%	▼
Dem. d'emplois	3 681 DEFM	-1,4%	▼

## Hautes-Alpes

		Evol N-1	
Autorisations logements	930 logts	-41,0%	▼
Mises en chantier logements	1 340 logts	+24,1%	▲
Mise en ventes de logements	200 logts	-62,1%	▼
Réservations de logements	280 logts	-13,4%	▼
Autorisations locaux	64 mill. m²	-42,0%	▼
Mises en chantier locaux	52 mill. m²	-13,1%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+9,1%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+9,1%	▲
BPE	114 530 m3	+5,9%	▲
Nombre Appels Offre publiés	350 AO	+10,8%	▲
Montant Appels Offre publiés	430 M€	+26,1%	▲
Salariés	4 039 sal.	+1,2%	▲
Intérimaires	583 ETP	-17,9%	▼
Dem. d'emplois	411 DEFM	-5,3%	▼

## Bouches-du-Rhône

		Evol N-1	
Autorisations logements	8 480 logts	-22,0%	▼
Mises en chantier logements	7 660 logts	-20,2%	▼
Mise en ventes de logements	1 880 logts	-37,3%	▼
Réservations de logements	2 350 logts	-37,2%	▼
Autorisations locaux	905 mill. m²	-20,9%	▼
Mises en chantier locaux	588 mill. m²	-18,1%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,4%	►
Activité cumulée Travaux Publics		-0,4%	►
BPE	1 100 030 m3	-8,9%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 590 AO	+2,0%	▲
Montant Appels Offre publiés	2540 M€	+0,5%	►
Salariés	52 658 sal.	-0,5%	►
Intérimaires	5 728 ETP	-2,7%	▼
Dem. d'emplois	8 864 DEFM	-3,7%	▼

## Vaucluse

		Evol N-1	
Autorisations logements	2 540 logts	-38,8%	▼
Mises en chantier logements	2 770 logts	-10,8%	▼
Mise en ventes de logements	310 logts	-69,5%	▼
Réservations de logements	440 logts	-45,5%	▼
Autorisations locaux	495 mill. m²	-13,1%	▼
Mises en chantier locaux	210 mill. m²	-23,5%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-6,1%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-6,1%	▼
BPE	373 250 m3	+1,5%	▲
Nombre Appels Offre publiés	580 AO	-2,9%	▼
Montant Appels Offre publiés	670 M€	-15,3%	▼
Salariés	13 565 sal.	-3,8%	▼
Intérimaires	1 074 ETP	-10,8%	▼
Dem. d'emplois	2 301 DEFM	-4,2%	▼

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)	-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation	-VecteurPlus
-SDES, ECLN (données brutes)	-FNTP/INSEE	-ACOSS-URSSAF (données cvs)
	-Enquête FRTP/CERC	-DARES (données brutes)
	-UNICEM (données brutes)	-INSEE (données brutes)
		-Banque de France (données brutes)

\* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

## Avec le concours des Membres de la CERC



## Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Tél. : 04-88-22-66-50  
Mail : cerc.paca@i-carre.net  
www.cerc-paca.fr

